



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2015-2016

TB/PR

P.V. IR 12

## Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

### Procès-verbal de la réunion du 18 janvier 2016

#### Ordre du jour :

1. Projet de proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution  
- Présentation et adoption
2. 6030 Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution  
- Rapporteurs : Monsieur Claude Adam, Madame Simone Beissel, Monsieur Alex Bodry, Monsieur Léon Gloden  
  
- Continuation de l'examen et de la discussion des idées des citoyens pour une nouvelle Constitution publiées sur le site internet "[www.ärvirschléi.lu](http://www.ärvirschléi.lu)"

\*

Présents : M. Claude Adam, M. Marc Angel remplaçant M. Franz Fayot, M. Eugène Berger remplaçant Mme Simone Beissel, M. Alex Bodry, M. Léon Gloden, Mme Cécile Hemmen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, Mme Lydie Polfer, M. Gilles Roth, M. Serge Urbany, M. Claude Wiseler

M. Jeff Fettes, Mme Anne Greiveldinger, du ministère d'Etat

Mme Tania Braas, de l'Administration parlementaire

Excusées : Mme Taina Bofferding, Mme Joëlle Elvinger

\*

Présidence : M. Alex Bodry, Président de la Commission

\*

## **1. Projet de proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution**

### **- Présentation et adoption**

M. le Président procède à la présentation de son projet de proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution.<sup>1</sup> Pour le détail, il est prié de se référer à l'annexe 1.

Il est souligné que la notion « état de crise » est remplacée par « état d'urgence ». A rappeler que les conditions de crise et d'urgence doivent être remplies cumulativement.

Par ailleurs, il est introduit à l'alinéa 3 une disposition prévoyant qu'en cas de dissolution préalable, la Chambre des Députés reste en fonction jusqu'à l'assermentation des députés nouvellement élus. L'orateur fait remarquer qu'il s'est inspiré de la formulation de l'amendement relatif à l'article 71 de la proposition de révision 6030 (cf. doc. parl. 6030<sup>14</sup>). A préciser que cette hypothèse joue seulement en cas de dissolution préalable à l'état d'urgence.

Certains membres donnent à considérer que, d'un point de vue juridique, la Chambre des Députés n'existe plus une fois qu'elle a été dissoute. Elle ne peut partant pas rester en fonction.

Après un bref échange de vues, la commission décide de reformuler la troisième phrase de l'alinéa 3 comme suit :

« En cas de dissolution préalable, la Chambre des Députés reprend ses fonctions jusqu'à l'assermentation des députés nouvellement élus. »

Le commentaire de l'article unique doit être reformulé dans ce sens.

Le représentant de la sensibilité politique déi Lénk déclare ne pas être d'accord avec le projet de proposition de révision. Il considère que les trois hypothèses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 4 ne tiennent aucunement compte de l'état d'urgence et il renvoie dans ce contexte à l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme. Par ailleurs, il souligne que la crise internationale n'est pas définie juridiquement. Enfin, il réitère sa remarque que la notion de « l'ordre public » serait trop vague.

En réponse à cette intervention, M. le Président rappelle que la définition des hypothèses de l'état d'urgence (Ces trois cas de figure ne doivent pas être remplis cumulativement. Il se peut qu'en cas de crise internationale le Grand-Duché de Luxembourg doive prendre des mesures d'urgence en raison de ses engagements internationaux sans qu'il existe des menaces réelles pour les intérêts vitaux ou les besoins essentiels de tout ou partie de la population) est plus précise que celle retenue par les Constitutions étrangères prévoyant une disposition relative à l'état d'urgence. Il est prévu un encadrement strict du régime de l'état d'urgence, limitant dans le temps la durée de l'état d'urgence ainsi que la durée de validité des règlements d'exception. Par ailleurs, il est souligné qu'il est précisé dans le commentaire de l'article unique que, d'une part, les règlements grand-ducaux pris sur base de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution restent soumis au contrôle incident des « cours et tribunaux », conformément à l'article 95 de la Constitution et, d'autre part, que la Chambre des Députés ne délègue pas ses compétences législatives durant l'état d'urgence au pouvoir exécutif. Elle continue donc de disposer de la plénitude de ses pouvoirs, y compris en matière législative. Il en résulte que la loi peut à tout moment se substituer à la matière réglementaire édictée en fonction de l'habilitation constitutionnelle. Tout cela, en

---

<sup>1</sup> Transmis par courrier électronique le jour même.

plus du fait de prévoir la réunion de plein droit de la Chambre des Députés et l'adoption à la majorité qualifiée de la loi prorogeant l'état d'urgence, constitue, aux yeux de l'orateur, un contrepoids suffisant limitant le recours à l'état d'urgence à des situations d'une gravité exceptionnelle et évitant ainsi toute velléité d'abus au détriment de la démocratie parlementaire.

En réponse à des remarques afférentes, M. le Président propose de modifier le texte sous examen de la manière suivante :

- L'alinéa 3 de l'exposé des motifs est reformulé comme suit : « Au vu des récents attentats terroristes en France ~~et sur demande du Premier ministre, ministre d'Etat,~~ la commission a ~~donné son accord pour~~ décidé de procéder à une révision ponctuelle et anticipée de l'article 32, paragraphe 4. Les travaux en commission ont abouti sur le texte de la proposition de révision sous rubrique. »
- L'alinéa 8 du commentaire de l'article unique prend la teneur suivante : « Les pouvoirs spéciaux ne peuvent être invoqués qu'à titre exceptionnel et sont exercés sous le contrôle de la Chambre des Députés qui se réunit de plein droit, dès la constatation de l'état d'urgence. Les modalités de mise en œuvre de cette disposition devraient, le cas échéant, être précisées dans le Règlement de la Chambre des Députés. ~~Elle~~ La Chambre des Députés ne peut être dissoute pendant l'état d'urgence et, en cas de dissolution préalable, ses membres ~~restent en fonction~~ reprennent leurs fonctions jusqu'à ce que le nouveau Parlement se soit constitué. Il est ainsi garanti qu'elle pourra continuer à exercer sa mission de contrôle de l'Exécutif et intervenir à tout moment de sa propre initiative. »
- A l'alinéa 9 du commentaire de l'article unique, il est précisé que : « La Chambre des Députés ne délègue pas ses compétences législatives durant l'état d'urgence au pouvoir exécutif. Elle continue donc de disposer de la plénitude de ses pouvoirs, y compris en matière législative. Il en résulte que la loi peut à tout moment se substituer à la matière réglementaire édictée en fonction de l'habilitation constitutionnelle, sans toutefois pouvoir se prononcer ex-post sur les mesures réglementaires prises par l'Exécutif. Cette analyse doctrinale déjà ancienne au sujet de règlements pris en vertu d'une loi d'habilitation garde toute sa pertinence (cf. Alfred Loesch, Le pouvoir réglementaire du Grand-Duc, Pas. Lux. T. XV, chr., p.82). »
- L'alinéa 11 du commentaire de l'article unique est modifié comme suit : « A l'instar de la législation en vigueur en France, la proposition de révision prévoit encore d'ancrer dans la Constitution un mécanisme de prorogation de l'état d'urgence, si la durée dépasse les dix jours. Les pouvoirs spéciaux conférés au Grand-Duc au-delà d'une période relativement courte nécessitent l'approbation des deux tiers des députés, soit une majorité politique d'ordinaire plus importante que celle de la majorité gouvernementale. Dans l'hypothèse où la Chambre des Députés ne procède pas à la prorogation de l'état d'urgence, les règlements grand-ducaux pris en vertu de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution cessent leurs effets. Ils restent cependant valables pour la période antérieure à la fin de l'état d'urgence. »

La proposition de révision modifiée sera envoyée par courrier électronique aux membres de la commission pour remarques éventuelles. Faute de commentaire, elle est considérée comme étant adoptée à la majorité des membres de la commission (le représentant de la sensibilité politique déi Lénk s'est d'ores et déjà prononcé contre le texte). M. le Président la déposera alors le 20 janvier 2016 au nom de la commission.

## 2. 6030 Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution

La commission continue l'examen des différentes propositions pour une nouvelle Constitution publiées sur le site internet [www.ärvirschléi.lu](http://www.ärvirschléi.lu) sur base d'un tableau synoptique établi par le secrétariat de la commission<sup>2</sup> et transmis par courrier électronique le 2 novembre 2015. Pour le détail, il est renvoyé à l'annexe 2.

### Diverses propositions pour une nouvelle Constitution

#### Numéro 4

##### Proposition de texte

« Proposition de modification des articles suivants:  
art. 3 art. 5 art. 10 art. 16 art.48 art.62 art.63 art. 69 art. 125 art. 128 art. 129<sup>3</sup> Nouvel article sur la limitation des déficits publics. »

##### Décision de la commission

La commission considère qu'il n'y a pas lieu d'introduire dans notre droit national des règles de discipline budgétaire à caractère contraignant. Qui plus est, la mise en place de telles règles s'avérerait problématique, faute de définition du déficit budgétaire. La proposition est partant rejetée.

#### Numéro 5

##### Proposition de texte

*« Bonjuer, ech proposéiren d'reprise partielle vum **Art 16** sous rubrique: La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat. Komplementär dozou proposéiren ech eng Ausweitung dovun analog zum däitsche Grundgesetz, Artikel 6: (1) Ehe und Familie stehen unter dem besonderen Schutze der staatlichen Ordnung.*

*(2) Pflege und Erziehung der Kinder sind das natürliche Recht der Eltern und die zuvörderst ihnen obliegende Pflicht. über ihre Betätigung wacht die staatliche Gemeinschaft.*

*(3) Gegen den Willen der Erziehungsberechtigten dürfen Kinder nur auf Grund eines Gesetzes von der Familie getrennt werden, wenn die Erziehungsberechtigten versagen oder wenn die Kinder aus anderen Gründen zu verwahrlosen drohen. Bescht Gréiss Christian »*

---

<sup>2</sup> Ce tableau comprend également les contributions transmises à la Chambre des Députés après la date de clôture du site précité, fixée au 15 octobre 2015.

<sup>3</sup> Il s'est avéré par la suite que la société en charge d'établir un fichier avec les idées publiées sur le site internet [www.ärvirschléi.lu](http://www.ärvirschléi.lu) a omis d'y joindre les fichiers PDF annexés à certaines propositions. La commission devra donc revenir sur les propositions de texte incomplètes.

## Décision de la commission

- Ad. (1) et (2)

La seule possibilité consisterait dans la reprise dans la nouvelle Constitution des dispositions afférentes de la Convention européenne des droits de l'homme. Or, la commission est d'avis que la Constitution ne doit pas proclamer elle-même un catalogue des droits et libertés, à l'instar des textes internationaux, qui, en vertu du principe de la hiérarchie des normes, ont une valeur supérieure à la norme nationale. Ces propositions sont par conséquent rejetées.

- Ad. (3)

La commission considère qu'il s'agit en l'occurrence d'une question qui devra être réglée par la loi. Cette proposition est par conséquent rejetée.

## Numéro 6

### Proposition de texte

« \* *Eng Chance Eng nei Verfassung ass eng Chance fir sech z'iwwerleeën wat d'Identitéit ausmécht vun deem villsäitege Vollek, dat hei leeft, a mat wéi enge Wäerter et wëllt an Zukunft zesummeliewen. Den neie Virschlag adaptéiert awer just den Text vun 1868 an ass weder mat Léift, nach mat Imaginatioun geschriwwen, iwwert gemeinsam Wäerter geet kaum rieds. \* Grand-Duché oder just Luxembourg? Den Text nennt 6 moldeen een a 16 moldeen aneren. Hannert dësem Detail verstoppt sech déi grondleeënd Fro: Wëlle mer e Grand-Duché bleiwen oder net? Komm mir schwätzen driwwer. \* **Kapitel 1:** Awunner Dat 1. Kapitel heescht "De l'Etat, de son territoire et de ses habitants". Mat "les habitants" schéngen awer nëmmen d'Lëtzebuurger gemengt ze sinn an d'Ausländer, déi scho laang e konstitutiven Bestanddeel vun eisem Land sinn, schéngen net fir déi nei Verfassung z'existéieren.*

*\* **Artikel 3 & 60:** Natioun Den Artikel 3 seet: La souveraineté réside dans la Nation dont émanent les pouvoirs de l'Etat. An am Artikel 60 heescht et net méi, dass d'Chamber d'Land représentéiert, mee d'Natioun. Mat deem Begrëff si vill Kricher a Misär iwwert d'Leit komm, an d'Ausländer ginn definitiv vum Walrecht ausgeschloss. Firwat kann net vum Vollek rieds sinn, wéi z.B. an der neier Genève Constitutioun: La souveraineté réside dans le peuple, qui l'exerce directement ou par voie d'élection. Tous les pouvoirs politiques et toutes les fonctions publiques ne sont qu'une délégation de sa suprême autorité.*

*\* **Artikel 4:** Sprooch Hei steet: La langue du Luxembourg est le luxembourgeois. La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande. "La langue du Luxembourg" entsprécht net der Realitéit, héchstens "la langue des Luxembourgeois". D'Lëtzebuergesch däerf net eng Sprooch vun der Exklusioun ginn. An deem Sënn sollte mer festhalen, dass de Staat d'Fleeg an d'Fërderung vun der lëtzebuurger Sprooch garantéiert, an der Suerg vun der Integratioun. D'Regelung vun den anere Sproochen misst dem Gesetz iwwerlooss ginn, et ass net néideg an der Verfassung festzeleeën em wéi eng Sproochen et sech handelt.*

*\* **Kultur** Als klengt Land muss mer spezifesch Mesuren huelen wat d'Entwécklung vun eiser Kultur an Identitéit ugeet. Dat Wuert Kultur kënnt awer iwwerhaupt net vir. Firwat net aus dem pacte culturel zitéieren, deen all d'Parteien an der Chamber ënnerschriwwen hunn: "La culture est un service et un bien public. Les pouvoirs publics sont comptables de sa situation et de son développement. "*

\* **Artikel 114:** *Reliounen Et heescht de Staat wär ideologesch a reliéis neutral. Wann am Abschnitt duerno steet: "des conventions à approuver par la Chambre des Députés peuvent préciser les relations entre l'Etat et les communautés religieuses reconnues.", ass d'Neutralitéit de Reliounen géintiwuer, déi no onbekannte Critèren unerkannt ginn, hifälleg. A kengem anere Beräich steet eppes vu Conventiounen mam Staat, firwat grad hei? Hei ass keng kloer Linn dran. De Staat sollt laizistesch sinn. Et ass schued, dass am Referendum verpasst ginn ass dem Vollek seng Meenung ze froen.*

*Et muss och iwwert eng nei a reliéis neutral Hymne nogeduecht ginn, wou net vun "eis heinidden" an him "do uewe" rieds ass.*

\* *Conseil d'Etat Wou de Conseil d'Etat seng Legitimitéit hirhëlt, steet och net an dëser Verfassung,. Dass de Conseil d'Etat keng Emanatioun vum Vollek ass, an d'Memberen net gewielt ginn, ass en Zeeche vu Mësstrauen dem Vollek géintiwuer.*

\* *Adoptioun Am Artikel 53 steet: "Seuls les enfants nés d'un mariage ont le droit de succéder". Ass et wéinst der mëttelalterlecher Virstellung vum jus sanguinis dass de Grand-Duc net, wéi all aner Bierger, en adoptéiert Kand därf als Nofolger hunn ?*

\* *Politesch Verantwortung D'Politik muss sech méi a méi déifgräifend Gedanken iwwert eis Identitéit, eis Kultur, eist Zesummeliewen an eis Zukunft maachen, soss iwwerléisst se de Monopol vun dësen Diskussiounen populistesche Bewegungen, déi dann ganz séier vill Zoustëmmung f (...)³ »*

#### Décision de la commission

- *Ad. Art. 3 et 60*

La commission décide de rediscuter les notions de « pays », « peuple » et « Nation » afin de voir s'il se dégage éventuellement une majorité qualifiée en faveur d'une reformulation de son texte.

- *Ad. Art. 4*

La commission décide de ne pas revenir sur son texte de compromis. La proposition est donc rejetée.

- *Ad. Culture*

Cette proposition sera analysée dans le cadre des discussions sur les objectifs à valeur constitutionnelle.

- *Ad. Art. 114*

La commission décide de ne pas revenir sur son texte de compromis. La proposition est donc rejetée.

- *Ad. hymne*

Le texte de l'hymne ne figure pas dans la Constitution, la commission décide donc de ne pas s'y prononcer.

- *Ad. Art. 53*

La commission tient à souligner que la question de la succession à la fonction de Chef de l'Etat doit rester subordonnée à des règles successorales dérogatoires au droit commun, tel qu'il est également le cas dans les autres monarchies. L'ouverture de la succession à la fonction de Chef de l'Etat à des enfants adoptés par le Grand-Duc engendrerait une certaine instabilité. C'est l'intérêt de l'Etat qui doit primer en l'occurrence.

### Numéro 7

#### Proposition de texte

*« D'Trennung vu Kierch a Staat muss am 21. Jorhonnert iwverduecht ginn. Dat selwecht gëlt fir déi groossherzoglech Famill. Och den Déiereschutz muss an der neier Verfassung kloer verankert sinn. »*

#### Décision de la commission

En ce qui concerne la séparation de l'Etat et de l'Eglise, la commission décide de ne pas revenir sur son texte de compromis.

Pour ce qui est de la protection des animaux, la commission y reviendra.

### Numéro 8

#### Proposition de texte

*« **Chapitre 3.** Quelle que soit la forme de l'Etat définitivement retenue, je suis en toute hypothèse pour un pouvoir exécutif plus fortement encadré par le Parlement en tant que représentant de la Nation dont émanent les pouvoirs de l'Etat (article 3). Cet encadrement s'impose d'autant plus aujourd'hui que les exécutifs ont tendance à s'imposer face à la démocratie représentative et directe tant au niveau national qu'au niveau européen. Comme éléments de cet encadrement je propose d'introduire, respectivement de maintenir, les éléments suivants :*

*-La loi détermine l'organisation et le fonctionnement du Gouvernement ;*

*-La loi détermine les limites, les conditions et les modalités des règlements pris en son exécution par le gouvernement dans les matières réservées à la loi (qui sont à étendre) ;*

*-Les traités et les actes juridiques européens sont transposés dans tous les cas par la loi ; les traités secrets sont abolis ;*

*-Toute réglementation d'urgence contre des lois existantes est soumise à l'avis du pouvoir législatif qui est seul juge de l'état de crise (sauf s'il est dans l'impossibilité absolue de se réunir suite à un état de fait). »*

#### Décision de la commission

La commission décide de revenir sur le premier tiret.

Quant au deuxième tiret, il est renvoyé à la proposition de révision 6894 de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution déposée le 21 octobre 2015.

Pour ce qui est du troisième tiret, il est irréaliste de vouloir transposer tous les traités et les actes juridiques européens par une loi, notamment lorsqu'ils ont trait à des matières très techniques. Cette proposition est par conséquent rejetée.

Concernant la proposition de préciser dans la Constitution que les traités secrets sont abolis, il convient de noter que les traités n'ont d'effet avant d'avoir été approuvés par la loi et publiés dans les formes prévues pour la publication des lois. Il s'ensuit donc qu'il ne peut y avoir de traités secrets. La commission estime néanmoins qu'il serait judicieux de consulter les Constitutions récentes afin de voir de quelle manière cette question y est éventuellement réglée et décide de revenir, le cas échéant, sur cette proposition.

En ce qui concerne le dernier tiret, il est renvoyé à la proposition de révision 6938 de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution qui sera déposée le 20 janvier 2016.

La Secrétaire-administrateur,  
Tania Braas

Le Président,  
Alex Bodry

Annexes : 1) Projet de proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution  
2) Tableaux synoptiques reprenant les idées pour une nouvelle Constitution

# Projet de proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution

\*\*\*

## SOMMAIRE

- 1) Exposé des motifs
- 2) Texte de la proposition de révision
- 3) Commentaire de l'article unique

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

La proposition de révision sous rubrique a pour objet de réviser l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution luxembourgeoise relatif au pouvoir réglementaire de l'Exécutif en cas de crise internationale.

En date du 12 mai 2015, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a amendé sa proposition de texte initiale du projet d'une nouvelle Constitution afin de tenir compte de la recommandation du Conseil d'Etat, telle que formulée dans son avis du 2 juillet 2013 sur le projet de loi relative à la Protection nationale (doc. parl. 6475). La Haute Corporation avait suggéré de « mettre à profit la révision constitutionnelle en cours (doc. parl. n° 6030) pour adapter la Constitution afin qu'une solution comparable à celle de l'article 32(4) – qui ne vise que les crises internationales – soit dédiée aux crises ayant un caractère exclusivement national. »

Au vu des récents attentats terroristes en France et sur demande du Premier ministre, ministre d'Etat, la commission a donné son accord pour procéder à une révision ponctuelle et anticipée de l'article 32, paragraphe 4. Les travaux en commission ont abouti sur le texte de la proposition de révision sous rubrique.

Il diffère sur plusieurs aspects de la formulation du nouvel article 47, paragraphe 4 du projet d'une nouvelle Constitution (cf. doc. parl. 6030<sup>15</sup>).

La proposition de révision, tout en étendant les cas d'urgence dans lesquels l'Exécutif peut prendre des règlements dérogatoires, même à des lois existantes et ce en toutes matières, vise à maintenir, dans ces hypothèses, l'équilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif inhérent au régime parlementaire et sauvegarde les attributions de la Chambre des Députés.

L'Exécutif étant tenu de réagir rapidement en cas de crise grave, il importe de prévoir une certaine flexibilité dans la définition et le régime de l'état d'urgence, sans toutefois lui conférer un « blanc-seing » de la part de la représentation élue du pays. Voilà pourquoi la nouvelle proposition de texte prévoit de limiter dans le temps la validité des règlements d'exception et fait intervenir le législateur dans la prorogation de l'état d'urgence.

\*

## TEXTE DE LA PROPOSITION DE REVISION

**Article unique.** Le paragraphe 4 de l'article 32 prend la teneur suivante :

« (4) En cas de crise internationale ou de menaces réelles pour les intérêts vitaux ou les besoins essentiels de tout ou partie de la population, le Grand-Duc, après avoir constaté la gravité de la situation et l'urgence, peut prendre en toutes matières des mesures réglementaires appropriées, même dérogatoires à des lois existantes. Il en est de même en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public.

Ces règlements ont une durée maximale de validité de trois mois. Ils cessent d'avoir effet en même temps que prend fin l'état d'urgence.

La Chambre des Députés se réunit de plein droit. Elle ne peut être dissoute pendant l'état d'urgence. En cas de dissolution préalable, la Chambre des Députés reste en fonction jusqu'à l'assermentation des députés nouvellement élus.

La prorogation de l'état d'urgence au-delà de dix jours ne peut être autorisée que par une loi votée dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution.

La loi en fixe la durée sans pouvoir dépasser une période totale de six mois. »

\*

## COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Le premier alinéa définit les hypothèses dans lesquelles l'Exécutif se voit attribuer des pouvoirs spéciaux par la Constitution.

Il s'agit premièrement de l'état de crise internationale au sens de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution, tel qu'introduit par la révision du 19 novembre 2004. Deuxièmement, et en ceci le texte de la proposition de révision innove, l'Exécutif peut recourir au pouvoir réglementaire d'exception en cas de menaces réelles pour les intérêts vitaux ou les besoins essentiels de tout ou partie de la population. La troisième hypothèse vise le cas d'un péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public.

Il est ainsi pallié aux lacunes du texte actuel, qui ne prévoit pas le cas de crise grave de nature purement nationale. Afin de lever toute incertitude quant aux hypothèses dans lesquelles le pouvoir réglementaire d'exception peut s'appliquer, la commission a décidé de compléter le dispositif constitutionnel actuel, en l'étendant et le précisant tout en laissant une certaine marge d'interprétation à l'Exécutif et au Parlement.

C'est la Constitution elle-même qui habilite directement l'Exécutif à prendre en cas d'urgence des règlements, même dérogatoires à des dispositions légales existantes. Ces mesures doivent évidemment avoir un lien direct avec la crise et être dictées par l'urgence de réagir. C'est donc en fait le Gouvernement qui constate l'état d'urgence et juge si les conditions prévues par la Constitution sont remplies. Il est rappelé que dans toutes les hypothèses, les conditions de crise grave et d'urgence doivent être remplies cumulativement. Le constat doit découler d'une appréciation faite « *in concreto* » et être mentionné au préambule de l'acte réglementaire pris en vertu des pouvoirs spéciaux.

Le Conseil d'Etat a relevé dans son avis complémentaire du 16 mars 2004 relatif à la proposition de révision de l'article 36 de la Constitution (doc. parl. 4754<sup>5</sup>) qu'il fallait « sans doute s'attendre à ce que l'application cumulative de ces conditions fasse un jour l'objet d'un contrôle par le juge ». Et de continuer que les règlements grand-ducaux pris sur base de l'article 32, paragraphe 4 sont des actes normatifs de circonstance ; ils restent soumis au contrôle incident des « cours et tribunaux », conformément à l'article 95 de la Constitution.

Le pouvoir réglementaire dont question s'étend à toutes les matières, y compris les matières réservées par la Constitution à la loi formelle. Les règlements d'exception prévus par l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution peuvent ainsi déroger à des dispositions légales existantes, mais non pas à la Constitution et aux Conventions internationales. Ce constat découle de l'application du principe de la hiérarchie des normes.

Si certaines libertés publiques et certains droits fondamentaux garantis par la Constitution peuvent être réglementés voire restreints, ils ne sauraient cependant être mis complètement en suspens.

Les pouvoirs spéciaux ne peuvent être invoqués qu'à titre exceptionnel et sont exercés sous le contrôle de la Chambre des Députés qui se réunit de plein droit, dès la constatation de l'état d'urgence. Elle ne peut être dissoute pendant l'état d'urgence et, en cas de dissolution préalable, ses membres restent en fonction jusqu'à ce que le nouveau Parlement se soit constitué. Il est ainsi garanti qu'elle pourra continuer à exercer sa mission de contrôle de l'Exécutif et intervenir à tout moment de sa propre initiative.

La Chambre des Députés ne délègue pas ses compétences législatives durant l'état d'urgence au pouvoir exécutif. Elle continue donc de disposer de la plénitude de ses pouvoirs, y compris en matière législative. Il en résulte que la loi peut à tout moment se substituer à la matière réglementaire édictée en fonction de l'habilitation constitutionnelle. Cette analyse doctrinale déjà ancienne au sujet de règlements pris en vertu d'une loi d'habilitation garde toute sa pertinence (cf. Alfred Loesch, Le pouvoir réglementaire du Grand-Duc, Pas. Lux. T. XV, chr., p.82).

L'alinéa 2 fixe la durée de validité des règlements d'exception à trois mois, tout en précisant qu'ils prennent fin au plus tard au même moment que prend fin l'état de d'urgence. Si les mesures ont vocation à perdurer au-delà de l'état d'urgence, elles doivent être reprises dans une loi.

A l'instar de la législation en vigueur en France, la proposition de révision prévoit encore d'ancrer dans la Constitution un mécanisme de prorogation de l'état d'urgence, si la durée dépasse les dix jours. Les pouvoirs spéciaux conférés au Grand-Duc au-delà d'une période relativement courte nécessitent l'approbation des deux tiers des députés, soit une majorité politique d'ordinaire plus importante que celle de la majorité gouvernementale.

Si les conditions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont toujours remplies, la durée de l'état d'urgence peut être prorogée à plusieurs reprises par voie législative, mais elle ne pourra en aucun cas dépasser en tout une durée de six mois.

Tout cet encadrement strict du régime de l'état d'urgence vise à limiter son utilisation à des situations d'une gravité exceptionnelle et à éviter ainsi toute velléité d'abus au détriment de la démocratie parlementaire.

Luxembourg, le 18 janvier 2016

Le Président de la Commission  
des Institutions et de la Révision  
constitutionnelle

Alex Bodry

## IDEES POUR UNE NOUVELLE CONSTITUTION (PARTIE I)

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<b><u>Numéro 1</u></b>	<b><u>Numéro 1</u></b>	<b><u>Numéro 1</u></b>	<b><u>Numéro 1</u></b>	<b><u>Numéro 1</u></b>	<b><u>Numéro 1</u></b>
<p><b><i>Propositions d'amendements pour les deux premiers articles</i></b> Ces amendements tiennent compte du fait qu'un &amp;Eacute;tat gagne s'il ajoute aux droits de l'Homme, indispensables, une référence explicite à l'enseignement social de l'&amp;Eacute;glise catholique. Pour un &amp;Eacute;tat de tradition catholique comme le Luxembourg, toute séparation de l'&amp;Eacute;glise catholique ne peut être qu'un mauvais choix.</p> <p><b><u>Je propose donc:</u></b> Art. 1er. Le Luxembourg de tradition catholique est un &amp;Eacute;tat démocratique, libre, indépendant et indivisible. Art. 2. Le Luxembourg est placé sous le régime de la démocratie parlementaire. Il a la forme</p>	<p><b>Kapitel 2</b> Recht op soins palliatifs an all alter Recht fir all kand an enger famill opzewuessen ouni zeien oder affer fun gewalt ze sin Wahlrecht fir all auslänner ab gebuert Di aner wann se 5 joer hei geschafft gewunnt an geschafft hun De staatsminister direkt gewielt 1ten an 2 ten tour Chamber wahlen getrennt Weiderhin referenden mee och op lakelem niveau Beschte greiss</p>	<p>D'Kannerrechter sin onverzichtbar fir eng kandgerecht, menschlech an zukunftsorientéiert demokratesch Gesellschaft ze kréien. D'Kannerrechter sin iwwert 100 Joer erstridden an diskutéiert gin fir 1989 an der Kannerrechtskonventioun vun de Vereente Natiounen grondgeluegt ze gin. An eiser aktueller Verfassung stet KEE WUERT iwwert Kanner, iwwert Elteren an iwwert Kannerrechter. Am Projet fir di nei Verfassung (PL6030, Versioun 15.05.2015) stin d'Kannerrechter OCH NËT EXLPIZIT dran, mee si gin just indirekt erwähnt als Staatsziel, parmi d'autres, am Kapitel 2, Sektoun 4 erwähnt: "Il [L'&amp;Eacute;tat]</p>	<p>Solange man das Tier nicht mit seinen juristischen Rechten und seiner Würde als Lebewesen anerkennt, und dies nicht in die Verfassung verankert, wird es nicht möglich sein die Tiere vor dem Gesetz wirksam zu verteidigen und zu schützen. !!! So fordern wir dass das Tier verfassungsrechtlich als Lebewesen mit eigener Würde und eigenen Rechten geschützt wird !!! Der Artikel 11bis der Luxemburger Verfassung berücksichtigt in keiner Weise mit den Worten " l'Etat promeut la protection et le bien-être des animaux." das</p>	<p>Eis Asbl proposéiert den Denkmalschutz an d'Verfaassung opzehuelen, esou wéi et zB d'Schwäiz schons méi laang (säit Abrell 1999) gemaat huet (Art 78 : Natur- und Heimatschutz) mee och well Lëtzebuerg derbäi as d'Convention de Grenade ze ratifizieren waat dann souwisou bedeit datt Lëtzebuerg vill méi muss sech verpflichten fir d'Erhaalen vum Patrimoine b&amp;acirc;ti/architectural ! Hei den Texte : aus der schwäizer Verfaassung : 1 Für den Natur- und Heimatschutz sind die Kantone zuständig.</p>	<p>Bolivien huet ee Gesetz gemeet, wou der Natur Rechter zougestan gin. Dat ass am Kontext vun westlecher, anthropozentrescher Gesetzgebung eng Art Revolutioun, wëll normalerweis nëmmen Sujet'en kënnen Rechter zougestan kréien. A ville Länner si jo den Déieren och (limitéiert) Rechter zougestan gin, mee d'Natur gët an hieere komplexe Relatiounen nach net wierklech erfaasst an enger moderner Gesetzgebung vum Staat... ausser eeben elo a Bolivien. Mir müssen eis mol d'Fro stellen iwwer wat et heescht sou anthropozentresch ze</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>d'une monarchie constitutionnelle. Il est fondé sur les principes d'un État de droit ainsi que sur le respect de l'enseignement social de l'Église catholique et des droits de l'Homme.</p>		<p>agit dans l'intérêt supérieur de l'enfant." Dës Formulierung get op e Viirschlag vum Staatrot zréck an as eng extrem verkierzten Notion vum de Kannerrechter déi weiderhin nët explizit erwähnt gin. Als Staatsziel formuliert bedeit dëst ebenfalls eng staark Relativierung vun de Kannerrechter, esou datt si nët als wierklech Grondrechter zielen; ganz am Géigendeel vun der EU-Grondrechts-Charta. Demno as de viirgeschloenen Text éischer en Réckschrëtt wéi eng zäitgeméiss Formulierung. Mëttlerweil gin et vill gudd Beispiller an eisen Nopeschlänner wéi een ausféierlech, komplett a méidimensional d'Kannerrechter an enger Verfassung verankeren kann, fir datt d'Kanner selwer eppes dovun hun. En Annexe ennerbreden mir dofir der Chamber nach emol d'Viirschléi déi iwver</p>	<p>Tier als Lebewesen, welches bewusst oder unbewusst tagtäglich Leiden ausgesetzt ist, sondern erwähnt lediglich auf vage Art den Tierschutz. Dieser Artikel konzentriert sich lediglich auf das Wohlbefinden des Staates, Tierschutz zu fördern, anerkennt jedoch nicht das Recht auf Schutz per se. !!! Eine zeitgemäße Verfassung muss den Tieren ihre Rechte und Würde anerkennen. Nur so kann auch in Zukunft ein modernes und zeitgemäßes Tierschutzgesetz entstehen und praktiziert werden !!! Recht auf Schutz und Würde in der Verfassung, bedeutet so auch die Misshandlung und Tierquälerei in allen Bereichen rechtlich und wirksam verbieten zu können, auch in der</p>	<p>2 Der Bund nimmt bei der Erfüllung seiner Aufgaben Rücksicht auf die Anliegen des Natur- und Heimatschutzes. Er schont Landschaften, Ortsbilder, geschichtliche Stätten sowie Natur- und Kulturdenkmäler; er erhält sie ungeschmälert, wenn das öffentliche Interesse es gebietet. 3 Er kann Bestrebungen des Natur- und Heimatschutzes unterstützen und Objekte von gesamtschweizerischer Bedeutung vertraglich oder durch Enteignung erwerben oder sichern. 4 Er erlässt Vorschriften zum Schutz der Tier- und Pflanzenwelt und zur Erhaltung ihrer Lebensräume in der natürlichen Vielfalt. Er</p>	<p>denken an ze handelen, a wat et global fir Auswirkungen huet op eis Umwelt an eis selwer. Ech kinnt mer een ähnlechen Usaz virstellen fir Lëtzebuerg. Dat ass wichteg am Kontext vum aktuellen ökologeschen Foussofdruck vu Lëtzebuerg, an dem Impakt dien de Klimawandel wäert op eis sozial, ökonomesch an ökologesch Systemer wäert hun a schon amgaang ass ze hun. Et ass schwéier am Moment doriwver eng öffentlech Diskussioun ze féieren, wéi de Problem systemesch nach net genuch erkannt gët, an et eis jo 'gudd geet'. Et ass awer besuergniserreegend, dass eis Regierung ëmmer nach op unbegrenzte Wuesstum setzt an keng seriö Diskussioun iwver Zukunftsfähegkeet a mi engem weide Kontext</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
		<p>Joeren vun der respektiver Chambercommissioun ignoréiert gi sin. Mir hoffen datt no der Referendumsdebatt vun 2015 d'Zäit komm as fir d'Rechter vum Kand (d.h. all Mannerjähreg) ze stärken an dementspreechend vollstänneg an enger neier Verfassung ze verankeren. D'ANCES (Association Nationale des Communautés &amp; Educatives et Sociales, www.ances.lu), de "Lëtzebuerger Fachverband fir Sozial Aarbecht, Bildung an Erzéiung" widerhëlt dofir hir Viirschléi vun November 2011 an als Mëmbere vum ONG-Grupp "Radelux" och déi vun Abrëll 2013: "Nous recommandons les reformulations suivantes: <b>Article 41</b> 1. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une</p>	<p>Landwirtschaft, wo Tierschutz keinen zeitgemässigen Stellenwert hat. "Die Grösse und den moralischen Fortschritt einer Nation kann man daran messen, wie sie die Tiere behandelt." (Mahatma Gandhi)</p> <p><b>N.B. : même contribution introduite plusieurs fois des personnes différentes</b></p>	<p>schützt bedrohte Arten vor Ausrottung. 5 Moore und Moorlandschaften von besonderer Schönheit und gesamtschweizerischer Bedeutung sind geschützt. Es dürfen darin weder Anlagen gebaut noch Bodenveränderungen vorgenommen werden. Ausgenommen sind Einrichtungen, die dem Schutz oder der bisherigen landwirtschaftlichen Nutzung der Moore und Moorlandschaften dienen. Mir soen merci</p>	<p>féiert. Op globalem Niveau gin et och Usätz fir Ecocide als Crime unzeerkennen.</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
		<p>considération primordiale.  2. Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité.</p> <p><b>Article 42</b> " L'Etat veille au droit de l'enfant à vivre dans un cadre familial et d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses différents parents, sauf si cela est contraire à son intérêt, au droit de toute personne de fonder une famille et au respect de la vie familiale. " (lettre du 12 avril 2013 à la Chambre des Députés) Mir géifen eis wünschén, datt an der verbleiwender Zäit intensiv iwwert d'Fro vun de Kannerrechter an der Verfassung diskutéiert géif gin an datt en Text ausgeschafft gëtt, den der</p>			

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
		Entwëcklung, dem Stellewärt an der Philosophie vun de Kannerrechter gerecht get. Charel Schmit, President vun der ANCES a.s.b.l. ( <a href="http://www.ances.lu">www.ances.lu</a> )			
<p align="center"><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p>Art. 2. Le Luxembourg est placé sous le régime de la démocratie parlementaire. Il a la forme d'une monarchie constitutionnelle. Wéi ass et miglech gleichzeiteg eng Demokratie (Muecht kënn vum Vollek) ze sinn wann d'Parlament decidéiert? Ech denken un desem Artkel missten déi 2 Wieder einfach durch démocratie ersaat ginn.</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> D'Verfassung soll jo als Grondrecht net nëmmen d'Rechter an d'Pflichten vun de Bierger festhalen, mee och de Grondfunktionnement vun onser Gesellschaft ugin. Dofir sinn ech iwwezeegt dat d'Chambres Professionnelles, déi ee wictegen Element an enger demokratescher Participatioun vun de Bierger duerstellen, onbedénge an d'Verfassung sollten verankert ginn.</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Bonjour, Ma proposition est la suivante: donner les mêmes droits et devoirs aux enfants quelque soit leur mode de conception (naturelle, par fécondation in vitro: que ce soit par Procréation Médicalement Assistée ou par Gestation Pour Autrui). Assurer que ces enfants ne seront pas discriminés en raison de leur mode de conception particulier: soit par des procédures administratives inhumaines, soit dans leur vie sociale de tous les jours: accès à la sécurité sociale, aux allocations familiales, à une scolarité et à une éducation digne et dans le</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p>Aussi longtemps que nous ne reconnaissons pas la personnalité juridique de l'animal, aussi longtemps que nous ignorons sa dignité inhérente, ses droits égaux et inaliénables à la vie, la liberté et la sécurité en refusant de l'inglober dans notre constitution, il restera difficilement imaginable de pouvoir défendre ses droits devant la loi. Je propose ainsi de protéger l'animal par un régime de droit et d'insérer sa dignité, ses droits ainsi sa protection concrètement dans la constitution. Car l'article</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p>Meng Proposition ass et, de Schutz vun der Lëtzebuenger Baukultur an och vun der Archeologie an der neier Verfassung ze verankeren. Mir liewe leider nach ëmmer an engem Land, an dem vill wictege Elementer vun eisem gebauten oder archeologesche Patrimoine Dag fir Dag zerstéiert ginn, an domat net just fir eis, mä och fir all déi Generatiounen, déi no eis kommen, verluer ginn. Wa Lëtzebuerg seng Identitéit stäerken an erhale wëll, ass den an der Verfassung</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p>An Sachen Natur an Liewensbasis - schutz, ass den jetzegen "Art. 11bis." relativ flou an inkomplett. D'Wichteschkeet vun enger gesonder, produktiver an intakter Umwelt am Emsetzen vun enger Reih Grondrechter (iessen, drenken, wunnen, undoen, gesond bleiwen, Freizeit ...) gett net erwähnt. Kloer et kann een sein ganzt lessen, Wasser, Baumaterial etc. ausserhalb de Grenzen akuafen, mee waat ass daat dann fir eng national Identitéit - an der Ofhängeschkeet fir seng Grondbedürfnisser ? Den Drock vun der rasanter</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
		<p>respect de leurs origines de conception. Pour faire en sorte que quelque soit la composition de leur famille ou leur mode de conception, ils aient accès à une totale égalité des chances et de traitement que l'ensemble des enfants. Merci.</p>	<p>actuel "11bis" de la constitution qui dit que "l'Etat promeut la protection et le bien-être des animaux." ne représente nullement un engagement de l'état envers les animaux, qui , au contraire , sont livrés au quotidien par millions à nos actes de barbarie , qu'elle soit inconsciente ou indifférente.</p> <p><b><i>N.B. : même contribution introduite plusieurs fois par des personnes différentes</i></b></p>	<p>integrierte Schutz vu gebautem an archeologesche Patrimoine onëmgängelech. Merci!</p>	<p>Bevölkerungsentwicklung ob d'Emwelt gett ausgeklammert. Wei soll een d'capacité de renouvellement an Equiliber brengen mat den besoins vun den Leit, wann d'schier Zuehl vun den Leit an den Himmel wiesst - geschwatt gett vun 1 mio Awunner am Joer 2050 - an dei capacité de renouvellement kippt ? D'Emwelt als national Identiteits-stëfter an Zougehörigkeits-förderer (Landschaft, Landwirtschaft, Bëscher, patrimoine, Inspiratioun-source, Rouh-quell, spazeieren, joggen, fëschen, ob d'Jued goen etc. ) gett ignoreiert. Et feehlt eng reference un d'Kapaciteit dei eng gesond an intakt Umwelt huet fir d'Leit ze schützen virum Klimawandel mat ongewëssen Auswirkungen, a fir en Beitrag ze man deen</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
					<p>Klimawandel ze minderen. D'Natur brauch de Mensch net fir ze lierwen (am Geigendeel, ...), de Mensch brauch d'Natur fir ze lierwen. Dei aktuel Constitioun seet näicht zum Wert den d'Natur huet duerch a fir sech selwer, onafhängesch dovun waat den Mensch domat mëcht. Hei e puer (Laien-)Virschlei, dei Umweltjuristen kinnten evaluateieren, fir en realistesch, koherenten an juristesch onanfäschtbar Text auszeschaffen an an dei nei Constitioun obzehuelen : En application des droits fondamentaux à l'alimentation, à l'eau, au logement, à l'habillement, aux soins de santé, à la protection sociale, à la s&amp;ucirc;reté, au respect de la propriété privé, l'Etat garantit le droit de chaque individu de</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
					<p>disposer, en quantité et qualité suffisantes, d'eau, d'air, de sol et d'écosystèmes propres, productifs et sains, afin de lui procurer durablement et de manière équitable (non-discriminatoire) et juste, les biens et services écosystémiques vitaux que sont la nourriture, l'eau, l'énergie, les matières premières pour construire et se vêtir, la régulation des maladies et du climat ... L'Etat protège ses citoyens des conflits pouvant naître de la compétition pour les ressources naturelles vitales. L'Etat garantit l'adéquation entre le nombre de personnes vivant au Luxembourg, les aspirations matérielles de cette population, les solutions techniques durables disponibles et le besoin de conservation de la capacité de renouvellement et</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
					<p>d'absorption des déchets de l'environnement du territoire. Le développement économique, social, matériel, démographique du pays est soumis à la capacité de renouvellement et d'absorption de ses ressources naturelles et se fera dans le respect des limites écologiques du territoire. L'Etat reconnaît que la croissance économique perpétuelle et illimitée est impossible car limitée par ce que la nature peut donner et absorber. Il met en oeuvre le développement durable dans une économie circulaire. L'Etat promeut la réhabilitation de l'environnement spolié de sorte à ce que le capital naturel total du territoire reste intact. La vérification de l'impact de chaque action de l'Etat sur le capital</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
					environnemental du pays et sur le climat est régit par la Loi. Les politiques, lois et investissements de l'Etat sont adaptés au changement climatique. Le droit à l'accès à l'information environnementale est garanti. La Constitution garantit le droit au paysage naturel et au patrimoine construit. La Constitution reconnaît à l'environnement et aux autres espèces une valeur intrinsèque, qu'ils ont de leur propre chef et qui ne provient pas de l'usage humain qui en est fait.
<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>Bonjour, Den neien <b>Article 2</b> gefällt mir ganz gud. Ech fannen et wichtig ze erwähnen dass mir eng Démocratie parlementaire sin an dat eist Land op d'Prinzipen vum Etat de droit an den Droits de l'Homme obgebaut ass. Ech fannen et och wichtig dat dei 3 Sproochen ernimmt</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p><b>Proposition :</b></p> <p>1. Verankerung vun der Letzebuerger Sprooch an der Verfassung.</p> <p>2. Letzebuerger Sprooch obligatoresch fir eng Plaatz beim Staat oder der Gemeng (schwetzen</p>		<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>L'intégration de ces 2 [« d'être sensible et doté de dignité »] notions dans la Constitution, inspirée de la constitution et de la loi suisse, permet en effet : de consacrer dans le socle de la loi ce qui relève d'une réalité</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>Luxemburg hat auf kulturellem Gebiet vor allem in der Baukultur herausragende und identitätsstiftende Leistungen hervorgebracht. Die Ergebnisse dieses Wirken sind immer häufiger bedroht, zum</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>Falls Gemeng oder eng Behörd sein Terrain emklassiert, dat de Propretaire informiert get, dat hien och do geint rechtzeitech reklammeiren kann. Et geht net duer, dat eng Gemeng behappt et hun angeblech am Rätter aus,</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>gin an net nemmen dat Letzebuergesch. Den <b>Article 3</b> fannen ech awer net grad sou gelongen. Menger Meinung no wier et mei richteg Nation duerch Peuple ze ersetzen, ähnlech wei bei der franseicher Constitioun: "La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum." Den Article 5 fannen ech ganz wichtig, d'Intégration Européenne an der Constitioun ze verankeren gefällt mir ganz gud. En Punkt wou een haett kennen bessen mei Courage weisen as d'Realtioun mat den Reliounen. Ech geif et wichtig fannen dat d'Wuert : "la&amp;iuml;c" am Text vierkennt. Bon ech sinn keen Expert am Droit constitutionnel mais ech fannen dat dei Révisioun an dei allgemeng nei Struktur zimlech gud gelongen sin. Salutations, Heng</p>	<p>an verstoen zu mindest)</p> <p>3. Chamberswahlen all 3 Joer</p> <p>4. bei groussen Infrastrukturprojeten kann nemmen nach iwwer de Wee vun engem Volleksreferendum iwert Realisatioun entscheed gin</p> <p>5. grondsätzlech Trennung vun Staat an der Kirch (Glawensgemeinschaften organiséieren an finanzéieren sech selwer ouni géint Vefassung an d'Gesetzer ze verstoussen)</p> <p>6. Gemengenwahlen all 4 Joer Dat sin meng Virschlái zur Verfassungsreform. Merci dat de Bierger em seng Meenung gefroot get.</p>		<p>scientifique incontestablede permettre au pouvoir législatif d'adapter la législation à l'évolution scientifique et sociale, ainsi qu'au pouvoir judiciaire de rendre des décisions de justice plus justes.</p>	<p>einen, da eine komplette nationale Schutzliste (auf der ca. 5000 Gebäude verzeichnet wäeren / rezent: 1000) fehlt (in allen Nachbarländern seit Jahrzehnten abgeschlossen), zum anderen, weil in Rechtsstreitigkeiten die Baukultur regelmä&amp;szlig;ig a priori benachteiligt ist, da ihr nicht der gleiche Verfassungsrang wie das Eigentumsrecht zukommt. Käme der Baukultur (als grô&amp;szlig;ter kultureller Leistung der Nation neben der Sprache) Verfassungsrang zu, würde das NICHT bedeuten, dass sie immer Vorrang hätte, es würde aber sicherstellen, dass nicht immer andere Rechte (Eigentum, Umweltschutz, usw.)</p>	<p>et hätt een virdrun reklameieren können. Et as geschitt an kann fier 6 joer net reckgängesch gemah ginn.</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
				automatisch Vorrang hätten. Lassen Sie uns mit der neuen Verfassung die Baukultur auf eine Stufe stellen wie persönliche Rechte oder den Umweltschutz!	
<p align="center"><b><u>Numéro 4</u></b></p> <p>A l'article 5, il y aurait lieu d'ajouter que sont à soumettre au referendum: - toute modification de la constitution européenne - tout élargissement de l'Union Européenne - toute décision relative à un retrait éventuel du Luxembourg de l'Union Européenne.</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 4</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Proposition de modification des articles suivants: art. 3 art. 5 art. 10 art. 16 art.48 art.62 art.63 art. 69 art. 125 art. 128 art. 129 Nouvel article sur la limitation des déficits publics.</p>		<p align="center"><b><u>Numéro 4</u></b></p> <p>AJOUT DANS LA CONSTITUTION POUR L'ANIMAL LA NOTION 'D'ÊTRE SENSIBLE ET DIGNITÉ'; DE</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 4</u></b></p> <p>Hun mat vill interesse eng Debatt um 100,7 gelauschtert wou och um Rand de Satz gefall ass, dat och denkmalschutz misste verankert gin an enger Verfassung an dat d'Eegentum net met méi total wéi d'helleg Kou hei am Land misst betruecht gin. Wann een nämlech d'Affär Bipasse Helleng considéiert wou eng Famill joerlang all Avancé on méglech gemach hun ass dat grad esou onméglech wéi, soe mir, Maison Berbère an der Staat</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 4</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Insérer un article garantissant la protection des animaux sauvages, fermiers et de compagnie afin d'assurer le droit au bien-être physique et émotionnel à tous les animaux comme étant des êtres vivants dotés de sentiments, d'émotions, de mémoire et/ou de pensée dépendants et/ou sans défense. Insérer un article garantissant la protection de l'environnement naturel (air, eau, terre, ...) et autre (lutte contre la pollution sonore et</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
				ofzerappen. Et misst een als Législateur kënnen schützen géingt de Wëllem vum Propriétaire wann deen sein Objet wëllt ofrapen loosen an misst een geau awer och dem Eenzelenen net Méglechkeet gin alles ze bloquéieren wat notwendeg wär am Interessen vun der communautéit (cf Hellange)	lumineuse, ...) pour empêcher, en amont, des individus ou des groupes de détruire, d'exploiter et/ou de polluer des contrées, des forêts, la flore, des cours d'eau, l'air, l'environnement etc. Redéfinir le "bien commun" en lui donnant des fondements prioritairement écologiques et conformes aux principes du développement durable
<p align="center"><b><u>Numéro 5</u></b></p> <p>Ne devrait-on pas ajouter à l'article 16 que nul ne peut bénéficier de privilèges?</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 5</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Bonjuer, ech proposéieren d'reprise partielle vum Art 16 sous rubrique: La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat. Komplementär dozou proposéieren ech eng Ausweitung dovun analog zum däitsche Grundgesetz, Artikel 6:</p>		<p align="center"><b><u>Numéro 5</u></b></p> <p>Mein Numm as Sylvie ech weess et huet vielleicht net hei ze sichen,mee ech der Méhnung,dat den Déireschutz soll besser enerstetzt gin.et kann net sin,dat en Hond darf Messhandelt gin an den Déireschutz an Police dürfen net agreifen.-( mir hun hei zu Rodange sou en fall an den Déireschutz kann naischt man.et heescht</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 5</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> <b>Art. 42</b> ajout L'Etat garantit la protection et la préservation du patrimoine national, en particulier des richesses culturelles, archéologiques, ainsi que des monuments civils, industriels et religieux.</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 5</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> la constitution prévoit la transformation de toute l'agriculture du grand-duché en agriculture biodynamique, à l'horizon 2050.</p>

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
	<p>(1) Ehe und Familie stehen unter dem besonderen Schutze der staatlichen Ordnung.</p> <p>(2) Pflege und Erziehung der Kinder sind das natürliche Recht der Eltern und die zuvörderst ihnen obliegende Pflicht. über ihre Betätigung wacht die staatliche Gemeinschaft.</p> <p>(3) Gegen den Willen der Erziehungsberechtigten dürfen Kinder nur auf Grund eines Gesetzes von der Familie getrennt werden, wenn die Erziehungsberechtigten versagen oder wenn die Kinder aus anderen Gründen zu verwahrlosen drohen. Bescht Gréiss Christian</p>		<p>jo Emmer soulaang en ze friessen an ze saufen huet as jo alles ok.En Hond huet och gefiller sou wie en Mensch e spiert all quaal.Bitte änert dat.dir kennt mech gären kontakteiren.</p>		
<p align="center"><b><u>Numéro 6</u></b></p> <p>Etant donné que l'article 24 de la proposition de nouvelle constitution coupe tout lien entre le calendrier chrétien et</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 6</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> * Eng Chance Eng nei Verfassung ass eng Chance fir sech</p>		<p align="center"><b><u>Numéro 6</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Unbedingt den Déiereschutz an der</p>		

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>l'organisation temporelle du Grand-Duché de Luxembourg, j'estime que la nouvelle constitution devrait prévoir une organisation temporelle, principalement un jour par semaine (le dimanche ?) durant lequel une majorité de la population serait disponible pour la vie familiale (mariages, fêtes de naissances...), la vie culturelle et associative (compétitions sportives, fêtes, bals, festivals...) et d'une manière générale les loisirs. Il faudrait également indiquer que la loi prévoit 10 jours fériés, dont un est le jour de la fête nationale.</p>	<p>z'iwwerleeën wat d'Identitéit ausmécht vun deem villsäitege Vollek, dat hei lieft, a mat wéi enge Wäerter et wëllt an Zukunft zesummeliewen. Den neie Virschlag adaptéiert awer just den Text vun 1868 an ass weder mat Léift, nach mat Imaginatioun geschriwwen, iwwert gemeinsam Wäerter geet kaum rieds. * Grand-Duché oder just Luxembourg? Den Text nennt 6 mol deen een a 16 mol deen aneren. Hannert dësem Detail verstoppt sech déi grondleeënd Fro: Wëlle mer e Grand-Duché bleiwen oder net? Komm mir schwätzen driwwer. * <b>Kapitel 1:</b> Awunner Dat 1. Kapitel heescht "De l'Etat, de son territoire et de ses habitants". Mat "les habitants" schéngen awer nëmmen d'Lëtzebuurger gemengt</p>		<p>Verfassung verankeren, dat wier eist Uleies. Merci.</p>		

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
	<p>ze sinn an d'Auslänner, déi scho laang e konstitutiven Bestanddeel vun eisem Land sinn, schéngen net fir déi nei Verfassung z'existéieren. *</p> <p><b>Artikel 3 &amp; 60:</b> Natioun</p> <p>Den Artikel 3 seet: La souveraineté réside dans la Nation dont émanent les pouvoirs de l'Etat. An am Artikel 60 heescht et net méi, dass d'Chamber d'Land representéiert, mee d'Natioun. Mat deem Begrëff si vill Kricher a Misär iwwert d'Leit komm, an d'Auslänner ginn definitiv vum Walrecht ausgeschloss. Firwat kann net vum Vollek rieds sinn, wéi z.B. an der neier Genève</p> <p>Constitutioun: La souveraineté réside dans le peuple, qui l'exerce directement ou par voie d'élection. Tous les pouvoirs politiques et toutes les fonctions</p>				

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
	<p>publiques ne sont qu'une délégation de sa suprême autorité.</p> <p>* <b>Artikel 4:</b> Sprooch Hei steet: La langue du Luxembourg est le luxembourgeois. La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande. "La langue du Luxembourg" entsprécht net der Realitéit, héchstens "la langue des Luxembourgeois". D'Lëtzebuergesch däerf net eng Sprooch vun der Exklusioun ginn. An deem Sënn sollte mer festhalen, dass de Staat d'Fleeg an d'Fërderung vun der lëtzebuerger Sprooch garantéiert, an der Suerg vun der Integratioun. D'Regelung vun den anere Sproochen misst dem Gesetz iwverlooss ginn, et ass net néideg an der Verfassung festzeleeën</p>				

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
	<p>em wéi eng Sproochen et sech handelt.</p> <p>* <b>Kultur</b> Als klengt Land mussen mer spezifesch Mesuren huelen wat d'Entwécklung vun eiser Kultur an Identitéit ugeet. Dat Wuert Kultur kënnt awer iwwehapt net vir. Firwat net aus dem pacte culturel zitieren, deen all d'Parteien an der Chamber ënnerschriwwen hunn: "La culture est un service et un bien public. Les pouvoirs publics sont comptables de sa situation et de son développement."</p> <p>* <b>Artikel 114:</b> Reliounen Et heescht de Staat wär ideologesch a reliéis neutral. Wann am Abschnitt duerno steet: "des conventions à approuver par la Chambre des Députés peuvent préciser les</p>				

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
	<p>relations entre l'Etat et les communautés religieuses reconnues.", ass d'Neutralité de Relioune géintiwwer, déi no onbekannte Critèren unerkannt ginn, hifälleg. A kengem anere Beräich steet eppes vu Conventiounen mam Staat, firwat grad hei? Hei ass keng kloer Linn dran. De Staat sollt laizistesch sinn. Et ass schued, dass am Referendum verpasst ginn ass dem Vollek seng Meenung ze froen. Et muss och iwwert eng nei a reliéis neutral Hymne nogeduecht ginn, wou net vun "eis heinidden" an him "do uewe" rieds ass. * Conseil d'Etat Wou de Conseil d'Etat seng Legitimitéit hirhëlt, steet och net an dëser Verfassung,. Dass de Conseil d'Etat keng Emanatioun vum Vollek ass, an d'Memberen net gewielt ginn, ass en</p>				

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
	<p>Zeeche vu Mësstrauen dem Vollek géintiwwer.  * Adoptioun Am Artikel 53 steet: "Seuls les enfants nés d'un mariage ont le droit de succéder". Ass et wéinst der mëttelalterlecher Virstellung vum jus sanguinis dass de Grand-Duc net, wéi all aner Bierger, en adoptéiert Kand därf als Nofolger hunn ? * Politesch Verantwortung D'Politik muss sech méi a méi déifgräifend Gedanken iwwert eis Identitéit, eis Kultur, eist Zesummeliwen an eis Zukunft maachen, soss iwwerléisst se de Monopol vun dësen Diskussiounen populistesche Bewegungen, déi dann ganz séier vill Zoustëmmung f</p>				
<p align="center"><b><u>Numéro 7</u></b></p> <p>selon l'Art. 87. (1) Le Gouvernement et ses</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 7</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> D'Trennung vu Kierch a</p>		<p align="center"><b><u>Numéro 7</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Je suis d'avis qu'il est</p>		

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>membres sont responsables devant la Chambre des Députés. D'après l'opinion admise, cette responsabilité est politique, et les ministres sont donc responsables des actes dont ils sont les auteurs individuellement. Le texte proposé ne précise pas sous quelle forme la "responsabilité" d'un ministre individuel peut être mise en cause, (motion de censure ?) ni les suites (Le chef de l'état met fin à ses fonctions ?) alors que la responsabilité du gouvernement et les conséquences d'un vote qui lui refuse collectivement la confiance sont clairement détaillés.</p>	<p>Staat muss am 21. Jorhonnert iwwerduecht ginn. Dat selwecht gëlt fir déi groossherzoglech Famill. Och den Déiereschutz muss an der neier Verfassung kloer verankert sinn.</p>		<p>temps d'ancrer la définition d'animal dans la constitution du Grand-Duché (être vivant, doué de sensibilité) et de lui attribuer un statut particulier, notamment en rajoutant un article consacré aux objectifs d'assurance de la dignité, de la protection de la vie et du bien-être animal dans la Constitution.</p>		
<p align="center"><b><u>Numéro 8</u></b></p> <p><b><u>A propos de la section 4 : Des objectifs à valeur constitutionnelle (articles 38 à 42)</u></b></p> <p>Il est dommage de ne pas indiquer que c'est pour assurer une nécessaire solidarité entre les habitants du Luxembourg</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 8</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  <b>Chapitre 3.</b> Quelle que soit la forme de l'Etat définitivement retenue, je suis en toute hypothèse pour un pouvoir exécutif plus fortement encadré par le Parlement en tant que</p>		<p align="center"><b><u>Numéro 8</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  Insérer un article garantissant la protection des animaux sauvages, fermiers et de compagnie afin d'assurer le droit au bien-être physique et</p>		

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>que les objectifs à valeur constitutionnelle sont définis. En effet, c'est par solidarité que chaque couple est soutenu dans son désir de fonder une famille, que chacun est aidé dans sa recherche d'un travail, que les handicaps sont pris en compte, qu'une politique du logement est mise en place, que des politiques sociales sont mises en place pour que chacun puisse vivre dignement... et d'une certaine manière, respecter la nature est aussi une forme de solidarité avec d'autres êtres vivants, bien que ce mot soit normalement réservé au genre humain. Il manque d'autres domaines dans lesquelles le Luxembourg est solidaire, par exemple : - au niveau de la vieillesse, maladie, des enfants sans parent, des familles en difficultés... bien que ceci peut être sous-entendu dans "vivre dignement" - au niveau international en cas de catastrophe, épidémie, guerre, de pauvreté... qui dépasse les capacités des états touchés.</p>	<p>représentant de la Nation dont émanent les pouvoirs de l'Etat (article 3). Cet encadrement s'impose d'autant plus aujourd'hui que les exécutifs ont tendance à s'imposer face à la démocratie représentative et directe tant au niveau national qu'au niveau européen. Comme éléments de cet encadrement je propose d'introduire, respectivement de maintenir, les éléments suivants : -La loi détermine l'organisation et le fonctionnement du Gouvernement ; -La loi détermine les limites, les conditions et les modalités des règlements pris en son exécution par le gouvernement dans les matières réservées à la loi (qui sont à étendre) ; -Les traités et les actes juridiques européens sont transposés dans</p>		<p>émotionnel à tous les animaux comme étant des êtres vivants dotés de sentiments, de mémoire et/ou de pensée dépendants et/ou sans défense. Insérer un article garantissant la protection de l'environnement naturel (air, eau, terre, ...) et autre (lutte contre la pollution sonore et lumineuse, ...) pour empêcher, en amont, des individus ou des groupes de détruire, d'exploiter et/ou de polluer des contrées, des forêts, la flore, des cours d'eau, l'air, l'environnement etc. Redéfinir le "bien commun" en lui donnant des fondements prioritairement écologiques et conformes aux principes du développement</p>		

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>Dans les années 1980 et 1990, nous parlions même d'option préférentielle pour les pauvres parce que le but principal de la solidarité et des lois qui en découlent est de lutter contre la pauvreté et d'avoir un maximum de la population dans la "classe moyenne". L'attachement aux différentes conventions et déclarations internationales signées par le Luxembourg promouvant la dignité humaine pourrait également être mentionné parmi les objectifs à valeur constitutionnelle. Il y a malgré tout un point avec lequel je ne suis pas du tout d'accord. Pour moi, fonder une famille n'est pas un droit individuel mais un droit de couple. J'estime que dans l'intérêt supérieur de l'enfant, il est nécessaire d'être à deux pour fonder une famille afin d'assurer une continuité en cas de maladie, décès ou autre accident de la vie. L'article 38 devrait également être reformulé pour ne pas que son interprétation permette des traitements</p>	<p>tous les cas par la loi ; les traités secrets sont abolis ; -Toute réglementation d'urgence contre des lois existantes est soumise à l'avis du pouvoir législatif qui est seul juge de l'état de crise (sauf s'il est dans l'impossibilité absolue de se réunir suite à un état de fait).</p>		durable		

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>médicaux non respectueux de la personne humaine. Pour moi, avoir une famille est un droit de l'enfant, pas de l'adulte. Chacun a bien sûr le droit de se mettre en couple.</p>					
<p><b><u>Numéro 9</u></b></p> <p>D'Verankerung vun der Kultur als Staatsziel an der Verfassung ass just een Detail. Wann ee bedenkt, wéi eng wesentlech méi grondsätzlech Froen bei dëser Reform vun der Verfassung net gestallt gi wäerten, erschénge et schonn bal illegitim des Fuederung anzereeche. Dat d'Reform vum Wahlsysteem, d'Afféierung vun Mechanismen vun direkter Demokratie, d'Iwwerdenken vun der Monarchie, d'Auswäitung vun den Grondrechten, d'Reform an d'Demokratiséierung vum Staatsrot oder och eng richteg Trennung vu Kierch a Staat net zur Debatt stinn, an net zur Debatt stoen wäerten, mécht aus dëser Reform eng Real-Satir. Och d'Art a Weis wéi</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>d'Biergerinnen an d'Bierger un der Verfassungsreform bedeelegt ginn ka just als Satir verstane ginn. Ee Guestbook mat PDF-Pflicht op engem oniwwersiichtlechen Site ass keng Partizipatioun. De Virschlag Kultur als Staatsziel an der Verfassung ze verankeren sollt also op kee Fall als Legitiméierung vun der Prozedur gellen, et interesséiert eis einfach wat mat engem sou banalen an wuel vu kenger Partei aus politeschen Grënn ze refuséierenden Virschlag geschéie wäert. --- KULTUR AN D'VERFASSUNG - Kultur sollt als Staatsziel an der Verfassung verankert ginn, d.h. déi <b>aktuell Sectioun 4</b> - "Des objectifs à valeur constitutionnelle" vu Kapitel 2 <b>sollt ëm ee weideren Artikel, respektiv ëm ee weideren Punkt vun Artikel 42 vergréissert ginn.</b> Méiglech wier et, eng Formulatioun am Sënn vun "De Staat schützt a fôrdert d'Kultur" anzebauen. - Donieft sollt och dat an der</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p><b>zweeter Sektioon vum Kapitel 2</b> bei der Erwänung vun der Meenungsfräiheet a Pressefräiheet am <b>Artikel 23</b> d'Konschtfräiheet festgeschriwwen ginn. - Een "Recht op Konscht a Kultur", och als Recht u Kultur deelzehuelen, sollt zousätzlech am zweeten Kapitel vun der Verfassung eng Plaz fannen. Begrënnung: An der allgemenger Deklaratioun vun den Mëscherechter gëtt de Mësch als soziaalt, kulturellt Wiesen définiert. Deemno misst d'Recht vun alle Mëschchen um sozialen an kulturellen Liewen deelzehuelen evident sinn. Et gëtt kee Grond, firwat et sech net och, genee wéi aner Rechter aus der Deklaratioun, an enger nationaler Verfassung erëmfanne sollt. Duerch dëse Geste géif am Géigendeel gewise ginn, vu wéi enger zentraler Wichtigkeet d'Kultur fir de lëtzebuerger Staat ass. Am UN-Sozialpakt (ICESCR), deen och Lëtzebuerg ratifiziert huet,</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>ginn déi Aspekter nach wesentlech ausgeweit (iwwregens gläichzäiteg mat de Rechter vun der Wëssenschaft). D'Kultur als Staatsziel ze définéieren gëtt hir och als Politikfeld eng wesentlech Roll. Lëtzebuerg kéint een Selbstverständnis als Kulturstaat weiderentwéckelen an et wier méi einfach op Basis vun dësem Grondsaz géint de Mëssbrauch vu Kulturpolitik, zB. am Numm vum "Nationbranding", unzegoen. D'Verantwortung vum Staat Kulturgidder z'erhalen géif Verfassungsrang kréien, genee sou wéi d'Iddi dat d'Bierger*innen ee Recht op Kultur hunn. Domadder verbonnen wier dann d'Fuederung un de Staat, déi finanziell a sozial Hürden ofzeschaffen, déi um fräien Zougang zur Kultur hënnere kéinten. Kulturförderung kéint zu enger Pflichtaufgab op kommunalem Plang ginn an der Kierzung vun der Kulturfinanzéierung aus</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>budgetäre Gränn kéint a Berufung op dës Formuléierungen en objektiven Prinzip entgéint gesat ginn.</p>					
<p><b><u>Numéro 10</u></b></p> <p><b><u>Article 118(2)</u></b>            Bonjour, Le fait que le conseil échevinal soit nommé parmi les membres du conseil communal me dérange beaucoup. Je trouve qu'il y a un mélange entre le pouvoir exécutif du conseil échevinal et son contrôle par le conseil communal. Je préfère nettement une solution telle que prévue dans la constitution genevoise avec un conseil communal élu au scrutin proportionnel et un conseil échevinal élu au scrutin majoritaire (30% des voix suffisent pour être élu afin de limiter la probabilité de second tour et garantir la diversité des représentations. Le conseil échevinal n'a pas le droit de vote au conseil communal (tout comme un ministre ne vote pas au parlement). Un</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>lien et les articles concernés se trouvent en fin de cette page. Je vous ai également ajouté une proposition de pétition pour la chambre des députés que j'ai rédigée, mais jamais présentée parce que je n'ai pas les relations politiques nécessaire pour obtenir un nombre de signatures suffisantes. Cette proposition présente avec plus de détails les arguments en faveur d'une élection séparée des conseils communal et échevinal.</p> <p><b>Art. 140</b> Conseil municipal  1 Le conseil municipal est l'autorité délibérative de la commune.  2 La loi fixe le nombre des membres du conseil municipal en fonction de la population de la commune.  3 Le conseil municipal est élu tous les 5 ans au système proportionnel.</p> <p><b>Art. 141</b> Exécutif communal  1 L'exécutif communal est une autorité collégiale qui s'organise librement.</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>2 Il est composé : a) d'un conseil administratif de 5 membres dans les communes de plus de 50 000 habitants; b) d'un conseil administratif de 3 membres dans les communes de plus de 3 000 habitants; c) d'un maire et de 2 adjoints dans les autres communes.</p> <p>3 Il est élu tous les 5 ans au système majoritaire. Le premier tour a lieu simultanément à l'élection du conseil municipal.</p> <p><b>Art. 142</b> Incompatibilités</p> <p>1 Nul ne peut être à la fois membre du conseil municipal et de l'exécutif communal.</p> <p>2 Le mandat de membre du conseil municipal est incompatible avec les fonctions suivantes : a) collaboratrice ou collaborateur de l'entourage immédiat des membres de l'exécutif; b) cadre supérieur de l'administration communale.</p> <p>3 Le mandat de membre de</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>l'exécutif communal est incompatible avec une fonction au sein de l'administration communale. La loi fixe les autres incompatibilités.</p>					
<p><b><u>Numéro 11</u></b></p> <p><b><u>Remarques générales:</u></b></p> <p>Toute loi doit être vérifiée par rapport au texte de la constitution!</p> <p>Les lois spécifient les méthodes d'application et les exceptions par rapport au texte de la Constitution.</p> <p>Ce texte constitue la référence pour les lois et non le contraire! Il faut donc éviter pour autant que possible le renvoi à des lois. Ceci laisse la porte ouverte à la modification de la Constitution par simple modification de la loi référée.</p> <p>L'interprétation du texte doit être minimisé. Chaque terme utilisé doit être clair et au besoin précisé!</p> <p>Le texte français mérite une revue par rapport au bon</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
usage. Ainsi p. ex. l'expression "Aucun(e) ... ne .... que" n'existe pas en bon français. Ce serait bien de la remplacer par une des expressions suivantes: "Aucun(e) ... ne .... sauf" ou "Aucun(e) ... ne .... excepté" ou "Aucun(e) ... ne .... en dehors de"					
<p style="text-align: center;"><b><u>Numéro 12</u></b></p> <p><b><i>Propositions concernant certains articles:</i></b></p> <p><b>Art. 4.(1)</b> est à formuler de la façon suivante: La langue nationale est le luxembourgeois. Les langues allemande et française sont utilisés comme langues administratives. Tous les textes de lois y compris la constitution doivent être disponibles dans les trois langues, à savoir le luxembourgeois, l'allemand et le français.</p> <p><b>Art. 4 (2)</b> à compléter: le drapeau est représenté soit avec trois bandes de couleur, rouge, blanc et bleu, soit avec</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>le lion rouge sur fonds de rayures bleu-blanc.</p> <p><b>Art. 4 (5)</b> L'Etat doit veiller au soutien et à la sauvegarde de la langue nationale (le luxembourgeois). L'apprentissage de la langue nationale doit être garantie à tous les résidents du Grand-Duché.</p> <p><b>Art. 4 (6)</b> Les trois langues du pays, à savoir le luxembourgeois, l'allemand et le français, doivent faire partie obligatoirement du programme des écoles primaires et secondaires qui sont sous la responsabilité de l'Etat ou subventionnées par l'Etat</p> <p><b>Art. 9:</b> Ici il faut clairement définir les conditions d'acquisition, de conservation et de perte de la qualité de Luxembourgeois et ne pas renvoyer à une loi, qui risque de les changer trop facilement et suivant l'humeur des politiciens au pouvoir</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p><b>Art. 10:</b> si on se réfère à la Constitution (conditions déterminées par la Constitution), il faut clairement indiquer les articles référencés! Les droits politiques sont à énumérer et à expliquer.</p> <p><b>Art. 16.(1)</b> Eviter les textes juridiques, incompréhensibles au commun des mortels, tels que: <i>La loi peut prévoir une différence de traitement qui procède d'une disparité objective et qui est rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but.</i></p> <p><b>Art. 41:</b> à compléter L'Etat doit veiller à la juste répartition des richesses et soutenir les citoyens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté fixé par la loi.</p> <p><b>Art. 42:</b> à compléter</p> <p><b>Art. 42 (1)</b> L'Etat doit notamment veiller à la</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>protection de l'eau potable et à la production d'aliments sains en promouvant l'agriculture extensive et biologique.</p> <p><b>Art. 42 (2)</b> L'Etat doit veiller au développement des énergies propres et renouvelables pour garantir la santé et le bien-être des générations futures</p> <p><b>Art. 42 (3)</b> L'Etat doit veiller à ce que l'élevage des animaux respecte le bien-être de ces derniers. En conséquence, l'élevage intensif sans liberté de mouvement et d'accès à l'air libre est interdit. Le transport sur longues distances et sous stress ainsi que l'abattage des animaux sans anesthésie adéquate est interdit.</p> <p><b>Art. 42 (4)</b> L'Etat doit garantir l'environnement et l'espace naturel nécessaires à la vie et la reproduction des espèces sauvages.</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p><b>Art. 76</b> à compléter concernant le référendum: Il ne peut exister de référendum purement consultatif. Ceci fait l'objet de l'enquête (Art. 77). Le gouvernement doit tenir compte obligatoirement des résultats d'un référendum.</p> <p><b>Art 87 (6)</b> Au cours de son mandat, un membre du gouvernement ne peut pas occuper de fonction dans le secteur privé pouvant engendrer un conflit d'intérêt.</p> <p><b>Art 87 (7)</b> Au cours de son mandat, un membre du gouvernement ne peut pas cumuler d'autres mandats dans le service public (p. ex. maire ou échevin dans une commune).</p> <p><b>Art. 110:</b> Selon l'Art. 110 (3) les dénommés "luxleaks" (tax rulings et autres avantages accordés à certaines sociétés) sont contraires à la Constitution!</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p><b>Art. 114.</b> Malgré le principe de séparation, l'Etat doit soutenir les communautés religieuses reconnues proportionnellement à leur importance, car celles-ci font partie de la vie publique de la même façon que le sport et la culture en générale.</p>					
<p><b><u>Numéro 13</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Il serait souhaitable de modifier l'<b>article 10 bis</b> et de remplacer "les luxembourgeois sont égaux devant la loi" par "les Hommes sont égaux devant la loi".</p> <p>Il conviendrait de modifier l'<b>article 11, paragraphe 6</b> en ce sens: "La liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi, qui ne peuvent être fondées que sur des capacités professionnelles et non linguistiques".</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>Il conviendrait de modifier l'article 13 dans ce sens: "Nul ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi nationale ou européenne lui assigne" (je fais référence notamment aux directives européennes en la matière).</p>					
<p><b>Numéro 14</b></p> <p><b>Proposition : Sektioun 1, Artikel 2</b></p> <p>Mir perséinlech schéngt ët wichteg ze sin an dësem Artikel ze präziséieren, datt eise Rechtsstaat no de Prinzipien vun der Gewaltentrennung funktionnéiert an och an Zukunft funktionnéieren soll. Domat sollen all Leit rassuréiert gin, déi elo hei sin, awer och déi, déi vu baussen bei eis kommen, fir hei ze liewen, fir hei ze schaffen, fir sech hei un all Zort vun Aktivitéiten ze bedeelegen oder fir eis ze besichen. Esou géif ënnerstrach gin, dat mir d'Prinzipien vum Rechtsstaat eescht huelen.</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p><b>Numéro 15</b></p> <p><b>Proposition :</b>  Den Artikel 11.5 an deem Leit mat Behënnerung virkomme misst, gemäß der UN-Behënnertrechtskonventioun, déi 2011 vu Lëtzebuerg ratifizéiert gouff, vervollstännegt gin wéi follegt: Les personnes handicapées bénéficient des mêmes droits et devoirs, sur la base de l'égalité avec les autres, y compris pour l'accès aux produits et services, à l'éducation, aux transports ou à la vie politique et économique; afin d'éviter toute exclusion, des aménagements raisonnables et adaptés au handicap sont à prévoir en cas de besoin. Och missten an deem Sënn d'Artikelen 53 a 79 nogebessert gin, déi verschidde Leit mat Behënnerung aus dem Wahlsystem ausschléissen.</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p align="center"><b>Numéro 16</b></p> <p><b>Art. 114.</b> - L'état est neutre en matière de convictions religieuses ou philosophiques. Autonome et indépendant par rapport à toutes communautés religieuses ou organisations philosophiques et non confessionnelles, il respecte l'autonomie de celles-ci dans leurs domaines spécifiques et s'abstient de toute ingérence dans leur organisation et leurs affaires internes, dans la mesure où l'observance de la Constitution et de l'ordre public sont garantis. Garantissant la liberté de pensée, de conscience et de religion et celle de manifester ses opinions, l'état assure aussi le libre exercice du culte, tant dans les lieux destinés à cet effet que dans l'espace public. Reconnaisant l'identité et la contribution spécifique des communautés religieuses ainsi que des organisations philosophiques et non confessionnelles au développement, à la culture et</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>à la sauvegarde des valeurs indispensables à la vie et à la cohésion sociétales, l'état maintient avec elles des relations de dialogue ouvert, transparent et régulier, voire de collaboration. Des conventions à approuver par la Chambre des Députés précisent les relations entre l'état et les communautés et organisations précitées. Tenant compte de leur contribution spécifique à la vie sociétale, l'état peut leur allouer un soutien financier. Dans les limites de l'autonomie communale les Communes peuvent également soutenir ces entités au plan économique dans la mesure où elles sont implantées sur leur territoire.</p>					
<p><b><u>Numéro 17</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  <b>Chapitre 1er. De l'Etat. Articles 1er et suivants.</b> La proposition de révision se limite essentiellement à des dispositions institutionnelles (démocratie parlementaire)</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>voire purement symboliques (armoiries et hymne national). Or, j'estime qu'une définition de l'Etat devrait énumérer les principes fondamentaux qui déterminent son action. C'est pourquoi je propose de remplacer <b>les articles 1er à 3</b> par un texte plus substantiel avec notamment les principes suivants : - la laïcité de l'Etat, - l'Etat social, - la démocratie représentative ET directe, - la justice sociale, - la réduction des inégalités, - le développement durable, - un engagement pour la paix, - et pour une Europe de la liberté, de l'égalité et de la solidarité.</p>					
<p><b><u>Numéro 18</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Je plaide pour une extension significative des dispositions sur les droits individuels et sociaux, plus de précision, des garanties plus fortes, qui ne laissent pas trop de latitudes à la législation ordinaire pour les droits fondamentaux. On peut s'inspirer d'autres Constitutions nationales ou de</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>Pactes internationaux plus avancés, mais qui n'ont pas la valeur juridique d'une constitution. (Voir par exemple le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.) Voici quelques propositions concrètes :</p> <p>- <b>Art. 23.</b> La liberté de la presse n'est pas vraiment garantie sans une protection particulière des journalistes, de leurs sources et d'un droit d'accès aux informations.</p> <p>Je propose <b>d'ajouter à l'article 23 la phrase suivante</b> : " La protection des journalistes contre toute atteinte au secret des sources est garantie ainsi que leur droit d'accès à toutes les informations susceptibles d'intérêt public. La censure est interdite. " - Les affaires NSA et Luxleaks, parmi d'autres, ont montré l'importance, pour la démocratie, des révélations rendues publiques par des " lanceurs d'alerte " (whistleblowers). D'ailleurs, dans sa Recommandation du</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>30 avril 2014, le Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe propose une forte protection de ces lanceurs d'alerte. J'estime que cette protection fait partie des libertés constitutionnelles essentielles et je propose d'insérer <b>après l'article 23 un nouvel article</b> de la teneur suivante :</p> <p>" Le lanceur d'alerte qui signale ou révèle des informations sur des actions ou omissions illicites ou constituant une menace ou un préjudice notamment pour l'intérêt général, l'intégrité des personnes, l'environnement, a droit à une protection légale contre toutes les formes de pressions ou de représailles. Cette protection s'applique au secteur public et au secteur privé. Elle est réglée pas la loi. "</p> <p>- Dans le même ordre d'idées, le droit de désobéissance à des ordres illicites devrait être formulé explicitement dans la constitution.</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p><b>Proposition :</b> " Toute personne a le droit et le devoir de désobéir à des ordres contraires à la Constitution ou aux lois et de les signaler. Cette disposition s'applique au secteur public et au secteur privé ".</p> <p>- Conformément aux conclusions de la commission d'enquête sur les dérives du SREL, l'observation pour des raisons politiques, syndicales ou culturelles, ou plus généralement d'opinion ou d'engagement, devrait être explicitement interdite. Je propose d'insérer un article afférent dans le Chapitre sur les droits et libertés. - Droits sociaux. J'estime que les dispositions sur les droits dits sociaux dans la proposition de révision sont insuffisantes, tant par leur teneur que par la force de leur garantie. Ainsi, l'art. 34 ne fait qu'esquisser quelques droits sociaux et encore sans véritable garantie. Je propose d'insérer <b>toute une section sur les droits sociaux fondamentaux</b>, en s'inspirant</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>par exemple des Pactes internationaux afférents, concernant notamment le droit au travail, les conditions de travail, la rémunération, la protection contre le licenciement, la démocratie économique, le logement. -</p> <p><b>Aux Art. 35 et 36</b> je propose de préciser : a) qu'il y a différentes formes de propriété (sociale, publique) ; b) que la loi détermine les restrictions à l'usage de la propriété et la liberté du commerce conformément à l'intérêt général.</p> <p>- <b>Art. 42.</b> La protection des animaux comme êtres vivants (et non comme choses) mériteraient des précisions et des garanties plus fortes. Nous proposons : " Les animaux ont le statut d'êtres vivants doués de sensibilité et d'intelligence à des degrés divers. La loi garantir leur protection contre la maltraitance et la souffrance. "</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p><b><u>Numéro 19</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  <b>Chapitre 4.</b> De la Chambre des Députés  <b>Art. 74.</b> J'estime qu'il n'est pas suffisant de laisser à la loi toute latitude sur la définition de la démocratie directe. C'est pourquoi je propose de préciser dans la Constitution une procédure d'initiative citoyenne qui pourrait sous certaines conditions conduire à l'adoption d'une loi</p>					
<p><b><u>Numéro 20</u></b></p> <p>Am Projet vun der neier Verfassung, wann ech d'Iwwersetzung vun der L5AP huelen, heescht et am <b>Artikel 5</b> vun der Verfassung :</p> <p><i>« D'Ausübe vu staatleche Pouvoire kann duerch e Gesetz, dat mat der qualifizierter Majoritéit ugeholl gouf, un d'Europäesch Unioun an un international Institutiounen iwwerdroe ginn.»</i></p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>Do hunn ech meng Bedenken ;</p> <p>Menger Meenung no gëtt net nëmmen den Exercice vu Pouvoiren iwverdroyen, ma et gi – besonnesch wat d'Unioun betrëfft - ganz Kompetenzen iwverdroyen, Kompetenzen déi dann net méi beim Staat leien, an dee Prozess ass och mat Begrenzung vu Souveränitéit verbonnen. An zwar sou laang wéi d'Unioun besteet. Kee Staat kann sech déi Kompetenze vu sech aus zréck huelen. Dat kann duerch eng Revisioun vunn de Verträge geschéien - awer nëmmen duerch eng Revisioun.</p> <p>Am Artikel 1 vum Traité sur l'Union européenne (TUE) heescht et :</p> <p>« Les Hautes Parties contractantes instituent entre elles une Union européenne ... à laquelle les Etats membres attribuent des compétences pour atteindre leurs objectifs communs. »</p> <p>D'Attributioun gëtt geregelt no</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>de Prinzipien vun der Subsidiariteit an der Proportionaliteit (Art 5). D'Unioun huet nëmmen déi Kompetenzen déi si iwwerdroe kritt. AU Kompetenzen déi net un d'Unioun iwwerdroe ginn, bleiwe bei de Staaten. Dat gëllt och fir déi sougenannt Kompetenz- Kompetenz, d.h. d'Recht fir Kompetenzen ze iwwerdroen.</p> <p>D'Staaten hu net nëmmen den Exercice vu Pouvoiren iwwerdroen, ma virun allem och hir Souveräniteit ageschränkt, an zwar dauerhaft. D'Jurisprudenz vun der Cour de justice ass, an zwar scho seit de 1960er Joeren, an zwee berühmten Arrêten ganz kloer an däitlech :</p> <p>Arrêt Van Gend en Loos (Aff. 26/62) «... la Communauté constitue un nouvel ordre juridique de droit international, au profit duquel les Etats ont limité, bien que dans des domaines</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>restreints, leurs droits souverains, et dont les sujets sont non seulement les Etats membres mais également leurs ressortissants. »</p> <p><b>Arrêt Costa/Enel (Aff. 6/64)</b>  <i>« En instituant une Communauté de durée illimitée, dotée ... de pouvoirs réels issus d'une limitation de compétence ou d'un transfert d'attributions des Etats à la Communauté, ceux-ci ont limité leurs droits souverains et créé ainsi un corps de droit applicable à leurs ressortissants et à eux-mêmes.</i></p> <p><i>... le transfert opéré par les Etats, de leur ordre juridique interne au profit de l'ordre juridique communautaire, des droits et obligations correspondant aux dispositions du traité, entraîne donc une limitation définitive de leurs droits souverains contre laquelle ne saurait prévaloir un acte unilatéral ultérieur incompatible avec la notion de la Communauté... »</i></p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>Och am ausgezeechente Commentaire vum Prof. Klaus-Dieter Borchardt ('L'ABC du droit de l'Union européenne') zu den Traitéen heescht et ; « Les actes fondateurs de l'Union ... ont abouti à la création d'une Union autonome dotée de droits souverains et de compétences propres. Les Etats membres ont renoncé à une partie de leur souveraineté au profit de cette Union. »</p> <p>Ze soen datt « d'Ausübe vu Pouvoiren » iwwerdroe gëtt entsprécht weder dem Sënn an dem Inhalt vun den Traitéen nach der daitlecher Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff.</p> <p>Meng Suggestioun fir d'Lëtzebuerger Verfassung wier sech un der Terminologie vum TUE ze orientéieren : « <b>D'Groussherzostum</b> Lëtzebuerg kann duerch e Gesetz, dat mat qualifizierter Majoritéit ugeholl gouf, Kompetenzen un d'Europäesch Unioun an un</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p><b>aner international Organisatiounen iwwerdroen ('Attribuer' ass de korrekten Terme aus dem Traité a no der Jurisprudenz).</b>« Domat gëtt een dem Traité sur l'Union européenne an dem Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne souwéi der Jurisprudenz vun der Cour gerecht.</p> <p>Ze kläre bleift och d'Fro op d'Kompetenzen un Institutiounen oder Organisatiounen iwwerdroe ginn. Nom Wuertlaut vum Artikel 1 vum TUE ginn d'Kompetenzen un d'EU a net un eenzel vun hiren Institutiounen iwwerdroen. D'Institutiounen üben déi Kompetenzen aus. Dat schéngt mir kloer.</p> <p>Vun der Terminologie hier kann een net vun der « EU an aneren Institutioune » schwätzen, well d'EU ass jo keng Institutioun, mee eng Organisatioun. Logesch wier d'Formel « Kompetenzen un</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>d'EU an un aner international Organisatiouenen iwwerdroen ». Gëtt et e Fall wou Kompetenzen un Institutiouenen iwwerdroe ginn ? Dat misst eventuell ënnersicht ginn.</p> <p><b>Annexe</b>  <b>Artikel 23 vum däitsche Grundgesetz:</b>  « (1) Zur Verwirklichung eines vereinten Europas wirkt die Bundesrepublik Deutschland bei der Entwicklung der Europäischen Union mit, die demokratischen, rechtsstaatlichen, sozialen und föderativen Grundsätzen und dem Grundsatz der Subsidiarität verpflichtet ist und einen diesem Grundgesetz im wesentlichen vergleichbaren Grundrechtsschutz gewährleistet. Der Bund kann hierzu durch Gesetz mit Zustimmung des Bundesrates Hoheitsrechte übertragen. Für die Begründung der Europäischen Union sowie für Änderungen ihrer</p>					

Propositions de modification du TC	Diverses propositions pour une nouvelle Constitution	Droits de l'enfant	Droits des animaux	Protection des monuments	Protection de l'environnement - Développement durable
<p>vertraglichen Grundlagen und vergleichbare Regelungen, durch die dieses Grundgesetz seinem Inhalt nach geändert oder ergänzt wird oder solche Änderungen oder Ergänzungen ermöglicht werden, gilt Artikel 79 Abs. 2 und 3. »</p> <p><b>Artikel 88,1 vun der fransésischer Verfassung:</b>  « La République participe à l'Union européenne constituée d'États qui ont choisi librement d'exercer en commun certaines de leurs compétences en vertu du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tels qu'ils résultent du traité signé à Lisbonne, le 13 décembre 2007.</p>					
<p><b><u>Numéro 21</u></b></p> <p>Par l'article 41 du texte coordonné proposé par la commission des institutions et de la révision constitutionnelle – proposition de révision, le terme « logement » sera pour</p>					

<b>Propositions de modification du TC</b>	<b>Diverses propositions pour une nouvelle Constitution</b>	<b>Droits de l'enfant</b>	<b>Droits des animaux</b>	<b>Protection des monuments</b>	<b>Protection de l'environnement - Développement durable</b>
<p>la première fois inscrit dans la constitution luxembourgeoise. En effet, aux termes de l'article 41 il appartiendra dorénavant à l'Etat de veiller « à ce que toute personne puisse vivre dignement et dispose d'un logement approprié ». Cette formulation très ambiguë risque de rester lettre morte.</p> <p>Déjà l'article 25 de la déclaration universelle des droits de l'homme exprime beaucoup plus de souhait et de volonté. Il se lit comme suit : « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux (...) ».</p> <p>Dans ces conditions, il est proposé d'inscrire, comme d'ailleurs dans d'autres pays, le droit au logement en tant que droit fondamental dans la constitution. Pour éviter à ce que ce droit au logement ne</p>					

<b>Propositions de modification du TC</b>	<b>Diverses propositions pour une nouvelle Constitution</b>	<b>Droits de l'enfant</b>	<b>Droits des animaux</b>	<b>Protection des monuments</b>	<b>Protection de l'environnement - Développement durable</b>
<p>soit tenu en échec, il devrait devenir un droit « opposable ». Ainsi, le citoyen disposerait de voies de recours pour obtenir la mise en œuvre effective de son droit. L'Etat aurait alors une obligation de résultat.</p>					

## IDEES POUR UNE NOUVELLE CONSTITUTION (PARTIE II)

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>
Gehéiert an mengen An op keen Fall ofgeschaff, au contraire ausgebaut! Och Bierger missten Recht kréien sech un des Cour ze wenden. Esou en Instrumentarium ofzeschaffen daat mir ertescht kurz Za&iuml;t hun wär grondfalsch.	A quoi sert de mentionner les cantons à l'article 7 de la constitution? Leur fonction et leur mode de fonctionnement ne sont définis nulle part. Le seul endroit où il en est fait mention est l'article 61 pour la définition des circonscriptions électorales. N'est-ce pas le chat qui se mord la queue?	Gudden Owend Den demokrateschen Prozess gesäit fir, dass all Bierger sech soll kënnen un dësem kënnen bedeelegen. Ech huelen vill an gären un der Debat deel. Organiséieren der och selwer mat eiser ASBL, dem Chaos Computer Club Lëtzebuerg. Allerdings kann een net vun Fairness an Gläichbehandlung schwätzen, wann d'Gesetzer, d'Virlagen oder och d'Verfaassung nëmmen op enger Sprooch zu Verfügung stinn. Déi administrativ Sproochen sinn angeblech Lëtzebuergesch, Däitsch an Franséisch. Och, wann mär Englesch feelt, ech sinn	Eis heideg Zivilsatioun ass ganz besonnesch dei vun der digitaler Kommunikatioun. Dofir wier et gutt wann an d'Verfassung ausdrecklech stoen keim, datt et ee Recht op d'Veerschlesselung vun der elektronischer privater Kommunikatioun an de privaten Dateien durch Computerprogramme gett. Dest verfassungsmei&szlig;echt Recht soll gleichgestallt sin matt deem op fräi Meenongsäu&szlig;erung. Domatt keint de Staat net so ouni weideres per Gesetz verlange, datt zum Beispiel sollen Hannerdiiren an Computerprogrammen	Ein Recht auf den Privatbesitz von Schusswaffen müsse in der Verfassung verankert werden. Nur so ist gewährleistet dass die Bevölkerung im Falle eines Zusammenbruchs des Staates, und somit der vom Staat aufrechterhaltenen Ordnung, sich im Notfall selbst schützen kann. Als Beispiel dient die USA, dort ist dies bereits seit 1791 als "Second Amendment" eingetragen. Dies würde ebenfalls eine feindliche Uebernahme des Landes stark Erschweren da sich die Bürger zu Milizen	Ne faut-il pas prévoir une Constitution "Unisex" ? Ex : au Chapitre 3: Le "Grand-Duc" est "Le Chef de l'Etat": en effet, il pourra arriver ce soit une femme en la personne d'une "Grande-Duchesse". (La Constitution suédoise fait d'ailleurs référence à "The King or Queen".) Ex: A la place d'écrire "le député" lorsque le singulier s'impose (le pluriel est plus neutre), soit remplacer par "le membre de la Chambre des députés" ou y adjoindre une

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		<p>averstanen. Mee der Däiwel, dann setzt et och ëm, dass d'Gesetzer op Lëtzebuergesch an Däitsch kommen, oder zumindest wéinstens op Lëtzebuergesch. An keng zäitversaaten Iwwersetzung vun engem hallwen Joerhonnert. Gläichzäiteg. Ech géif mech gären nach vill méi abrénge, virun allem och bei der Reform vum Spëtzeléngscht, allerdings verstinn ech keen Pont vun deem juristeschen Franséisch. Net all Mënsch deen am Lëtzebuergesche Schoulsystem grouss ginn ass kann Franséisch. Et schléisst net nëmmen des Leit, mee och all aner aus, déi hei liewen sech awer opgrond vun der Sprooch net abrénge kënnen. Ouni engem eppes wëllen ze ënnerstellen, verstinn ech och, dass et bestëmmt och därer ginn, déi et gären sou halen, fir dass den biergerlechen Widderstand dann evt. och net sou grouss gëtt; mee dat huet dann</p>	<p>agebaut gin, dei d'staatlich Iwwerwaachung vun der (privater) Kommunikatioun ermeiglechen sollen, wei dest aktuell an Grouss-Britannien an der politischer Diskussioun ass. Matt esou engem Paragraf an der Verfassung wier des dann besser un dei technesch Meichlechkeeten vun der heideger Zäit ugepasst. Merci</p>	<p>formieren kënnen.</p>	<p>fémínisation par l'emploi de "ou" et du trait d'union par exemple: "le ou la député-e appelé-e aux fonctions de membre du Gouvernement ...". Ex: pour "le Premier ministre" : on pourra soit utiliser le terme de "fonction de Premier Ministre" ce qui donne: " Le Chef de l'Etat nommé à la fonction de Premier ministre ainsi que les autres membres du gouvernement ...", ou sinon féminiser le texte, ce qui donne: "le Chef de l'Etat nommé le ou la Premier-ère ministre et les autres membres ...". Une alternative serait de préciser dans la Constitution que l'emploi du "générique masculin" est utilisé sans discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.</p>

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		<p>näischt méi mat direkter an fairer Demokratie ze dinn. Dës Regierung hei, huet opmannst esou vill verbockt wéi anerer. Vill Versprieche goufen net gehalen an vill hunn sech hannert hier Wieder stellt. Et ass näischt neits. Dofir, dann awer w.e.g. setzt dat heiten duerch! Gesetzgebung als komplett Iwwersetzung op Lëtzebuergesch an Däitsch. Wéi natierlech och d'Verfaassung! Dann komm där ären Versprieche vun der "Demokratie Erneuerung" alt een Tick méi no. Long story short: Schreift an déi nei Verfaassung, dass all Gesetz och _misst_ op Lëtzebuergesch an Däitsch zu Verfügung stoen. Englesch idealerweis och. Mee dann muss d'Administratioun och kënnen op Englesch bewältegt ginn. Ënneranerem wär ech frou wann där kéint aus der "representativer</p>			

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		<p>Monarchie" endlech eng Republik maachen an den Grand-Duc ofschaffen. Netzneutralitéit an d'informationelt Selbstbestëmmungsrecht misst och agedroen ginn, wéi och d'Recht dass all Bierger een Recht op Privatsphär huet. D'Faalen mär bestëmmt nach Saachen an an den nächsten Wochen. Freet iech! :) Demokratie entsteht, wenn man nach Gleichheit aller Bürger strebt und die Zahl der Bürger aber nicht ihre Art berücksichtigt. - Aristoteles Jan GUTH, Esch/Uelzecht</p>			
<p><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p>Am Moment kann eng Cour, muss awer net, der Cour Constitutionelle eng Questioun préjudicielle ënnerbreeden, wann si et derwäert fënnt. Ech mengen e Bierger sollt kënnen direkt, iwwert säin Affekot, eng Cour zu der Constitutionnalitéit vun engem Artikel kënnen</p>	<p><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p>Ne faudrait-il pas renforcer le rôle des cantons plutôt que d'espérer que les communes fusionnent ? Ceci est juste une idée pas forcément réaliste, mais toutes les t&amp;acirc;ches pour lesquelles les</p>	<p><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p>Déi folgend 3 Artikelen sollen der histoersch gewuessener Sproochesituation e konstitutionelle Kader ginn. 1) Le luxembourgeois est la langue nationale des Luxembourgeois. Dieser Satz soll zum Ausdruck bringen, dass nationale Identität und Nationalsprache für die Mehrheit der Luxemburger</p>	<p><b><u>Numéro 2</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Eist Zeitalter ass ouni Zweifel daat vun der digitaler Kommunikatioun. Dofir wier et ubruecht, wann et ee verfaassungsmeißecht Recht op Verschlesselung ouni staatlech Hannerdiiren vun aller privater digitaler Kommunikatioun geif.</p>		

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
<p>befroen. Och wann dat am Ufank da vill Aarbecht mat sech bréngt fir déi nei Cour Suprême, géifen, no e puer Joer, d'Gesetzer vill méi kloer a gerecht ausgeluecht ginn an och d'Verfassungskonformitéit garantéieren !</p>	<p>communes se regroupent (SIGI, SICONA, SEBES, STEP, SIDOR, piscines...) pourraient être transférées aux Cantons, de même que l'aménagement du territoire (définition du PAG), l'organisation des services de secours, les lycées, les transports publics, les taxis, les poubelles... Dans ce cas, il faudrait probablement un exécutif cantonal et une assemblée élue pour le superviser.</p>	<p>unzertrennlich sind. Er muss jedoch durch zwei Sätze ergänzt werden, um der historisch gewachsenen Sprachensituation Rechnung zu tragen. Denn genau wie die Nationalsprache gehört die Zugehörigkeit zum germanischen und zum romanischen Kultur- und Sprachkreis zur Luxemburger Identität und dies gilt es in die Verfassung einzuschreiben, ohne dabei zu vergessen, dass das Luxemburgische sich vom Deutschen emanzipiert hat und zur eigenen, jüngsten germanischen Sprache avanciert ist. Dies aktiert folgender Satz: 2) Le fran&amp;cedil;ais et le luxembourgeois sont les langues du Luxembourg. Dadurch, dass &amp;bdquo;unser Deutsch' zu unserer Sprache, dem Luxemburgischen geworden ist, bekommt die Sprache Goethes und der Tagesschau einen anderen Stellenwert. Sie hat weiterhin als die Sprache</p>	<p>Nemmen esou ass et meiglech, fir jiddereen dee Wert drop leet, datt privat Messagen vertraulech bleiwen, ouni datt de Staat d'Veutraulechkeet keint per einfacht Gesetz emgoen wei daat an den USA fir d'NSA an der Diskussioun ass, wou de Staat esou wellt den Inhalt vun all verschlesseltem private digitale Message könne liesen.</p>		

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		<p>des gro&amp;szlig;en Nachbarn eine starke Präsenz im Alltag. Durch diese Formulierung wird das Sprachengesetz von 1984 nicht tangiert und der dort festgeschriebene Stellenwert des Deutschen wird nicht angetastet. Das Bekenntnis zur Frankophonie ergibt sich notgedrungen aus unserer Geschichte und will keineswegs verneinen, dass das Erlernen dieser Sprache für Luxemburger mit einigen Mühen verbunden ist und über lange Zeit den Eliten vorbehalten war. Aber Französisch ist unsere Gesetzes- und Justizsprache, sie ist auch die meistgesprochen Sprache Luxemburgs. Durch die Unterscheidung im Text zwischen der Sprache der Luxemburger und den Sprachen Luxemburgs wird jedoch eine Hierarchie zwischen beiden eingeführt und unterstrichen, dass Luxemburg ein auf die romanische und</p>			

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		<p>germanische Kultur offenes Land bleiben will. 3) La loi prendra les mesures nécessaires pour conserver le multilinguisme du Grand-Duché et favoriser l'intégration linguistique des nouveaux venus. Dieser dritte Satz versteht sich keineswegs als Absage an die traditionelle Dreisprachigkeit, die heute auf Grund des Ausbaus des Luxemburgischen jedoch eine andere ist als noch vor 20 Jahren. Das eigentlich Neue des Vorschlags besteht darin, dass er nicht die Dreisprachigkeit sondern die Mehrsprachigkeit als Zielvorgabe in die Verfassung einschreibt und damit den Sprachen der gro&amp;szlig;en Einwanderergemeinschaften und dem Englisch an einen gewissen, wenn auch nicht näher bestimmten Stellenwert zuerkennt. Durch die Betonung der Integration wird jedoch die Erhaltung bzw. Schaffung einer einzigen</p>			

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		<p>mehrsprachigen Kommunikations-gemeinschaft in der Verfassung festgeschrieben. Wichtiger jedoch als diese Verfassungsänderung wäre endlich eine gezielte Sprachenpolitik, um die historisch gewachsene einzigartige Mehrsprachigkeit Luxemburgs zu bewahren. Dies kann nur mit einem bewussten zielgruppenspezifischen zweigleisigen sprachenplanerischen Aufwand geschehen: Einerseits geht es darum die Französischkompetenzen der Luxemburger und der nicht romanophonen Immigranten zu erhalten und zu verbessern, andererseits das Erlernen des Luxemburgischen und die &amp;Uuml;bernahme der Mehrsprachigkeit bei den Neuzuwanderern und besonders bei deren Kindern zu fördern. Siehe PDF für eine weitergehende sprachenhistorische</p>			

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		Begründung			
<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  Chapitre 7. De la Justice. Ce chapitre implique l'abolition de la Cour constitutionnelle. J'estime au contraire que son maintien est nécessaire pour un contrôle efficace de la constitutionnalité des lois, et pour assurer une forte garantie des droits fondamentaux. Je propose une disposition qui permette une saisine de la Cour par un nombre de députés à déterminer, par des instances publiques, par des acteurs de la société civile à déterminer et par des citoyens/citoyennes individuel/les. On pourrait s'inspirer du Bundesverfassungsgericht de la RFA.</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>Est-il vraiment judicieux de détailler la composition des circonscriptions électorales au niveau de la constitution. Surtout en référence aux cantons dont la fonction n'y est pas définie?</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>Gesetzter dei gestëmmt solle ginn, Analysen an all anert offiziellt Dokument muss och op Lëtzebuergesch virliéihen. Iwwerhaupt soll een ewech vum komplizierten Beamtefranséisch, hinn zu allgemeng verständlechen Texter op Lëtzebuergesch</p>			

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		<p style="text-align: center;"><b><u>Numéro 4</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  D'Letzebuerger Sprooch muss an d'Verfassung an zwar als solches dass se international als ons Nationalsprooch ugesin gett. Dobai soll Pflicht sin, dass op all Verwaltungsgebai, op all Scheld (Verkeier, Verwaltungsgebai asw) den franzeischen Numm duerch d'letzebuergescht ersaat gett. Soumat wier ons Nationalsprooch visuell ze gesin. Sou geif aus engem Ministere d'Etat -&gt; Staatsministere, aus engem Ministere d'Environnement -&gt; Umweltministere. Des Weideren wier Mairie duerch Gemeng oder je no Uertschaft Gemeen ze ersetzen. Verkeiersschelder wieren och komplett duerch d'letzebuergescht ze ergänzen (wei daat eben och bei den Uertschelder den Fall ass). Finanziell dierft et jo net deier sin e besse mei Folien ebenjust.</p>			

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		<p>Doniewt sollt d'letzebuergesch och als offiziell EU Sprooch unerkannt gin ouni mussen d'Gesetzer ze iwersetzen welle mer D an F och als offiziell Sprooch ugesin. D an F sollen laut Verfassung als administrativ Sprooch an Mediensprooch unerkannt gin. Dest funktionneiert och an aanere Länner zB Italien mat Südtirol, Wales an GB. Daat geif eent fir allemol dei Sproochendiskussioun op en Enn brengen an d'letzebuergesch politesch an verfassungsrechtlech ankeren.</p>			
		<p><b><u>Numéro 5</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Ech fannen et sollt onbedengt vun der Geleegenheet profitéiert gi fir déi lëtzebuenger Sprooch an der Verfassung ze verankeren.</p>			

Cour constitutionnelle	Cantons – Circonscriptions électorales	Langues	Communication digitale	Droit de détention d'armes	Constitution épïcène
		<p align="center"><b><u>Numéro 6</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Ech géif virschloen dëse Saatz an d'Verfassung ze schreiwën: La langue des Luxembourgeois est le luxembourgeois</p>			
		<p align="center"><b><u>Numéro 7</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Am Projet steht "<b>Art. 4. (1)</b> La langue du Luxembourg est le luxembourgeois." An dat ass och ganz gutt esou. Ech géif awer virschloen nach <b>en 2. Saatz bäizefügen:</b> "La langue des Luxembourgeois est le Luxembourgeois." D'Lëtzebuerger Sprooch ass déi gemeinsam Sprooch vun alle Lëtzebuerger.</p>			

## IDEES POUR UNE NOUVELLE CONSTITUTION (PARTIE III)

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>	<u>Numéro 1</u>
Am Ufank vun der Verfassung sollen den Härgott an eis chrächtlech Werter ernimmt ginn, zum Wuehl vun eis all.	Déi 4.Strooph vun Ons Heemecht sttäichen.	Il y a à mon avis lieu d'attribuer à l'institution du Médiateur une base constitutionnelle.	D 'Introduktion vum Prinzip vun engen Voleks-Referendum, op Ufro vun de Leit, wann 25 000 Bierger so eng Requête ennerschreiw . D' Resultat vum Referendum soll contraiganant sinn fier d' Regierung, dei dann d'Resutat vum dem Referendum, nom Schweizer Model, ennerhalf vun 2 Joer dono muss emsetzen als a Gesetz.	Proposition : Lëtzebuerg ass eng Monarchie mat engem Parlament. Et kënn ee sech d'Fro stellen, ob an engem parlamentaresche System wou d'Muecht beim Vollék läit, de Monarch iwverhaapt nach eng Daseinsberechtigung huet, ausser dass hien d'Land no baussen hin repräsentéieren däerf ? Vill méi fraglech schéint mir dogéint de Prinzip vun der lerwmonarchie ze sinn, deen dofir suergt dass gewësse Privilegien ëmmer	<b>Meng Propositionen:</b> a) Abolition vun der wahlPFLICHT, mais par contre müssen bei den Waalen een bestimmten taux-minimal de participation ereecht ginn fir dass Waalen als "gülteg" considéiert ginn. Zum Beispill 60% - à discuter. b) définition vun Röle vun den Sproochen : et ass paradox fir Letzebuergesch-Kennnisser ze froen am Kader vun enger Naturalisation/Demande-Passport, wann all Texter (lois, Memorial/Legi-lux, Formularen etc..) op franseisch an deisch sinn. Voir exemple vun Kanada (fran&ccedil;ais/english).	Madame, Monsieur, L'objectif des réformes constitutionnelles avancé par le nouveau gouvernement est une modernisation de la Constitution du Grand-Duché du Luxembourg. Le terme modernisation ne veut pas dire grand chose dans le contexte constitutionnel. A vrai dire, il ne veut rien dire du tout. Ce qu'on sous-entend par les 3 questions posées aux citoyens luxembourgeois est plutôt une mise à jour de la Constitution actuelle. Une mise à jour telle qu'elle existe pour un logiciel informatique. L'objectif est ainsi de permettre un meilleur fonctionnement et garantir la satisfaction de ses utilisateurs que sont les

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
				<p>bei der selwechter Famill bleiwen. Wier et net op d'mannst ubruecht, de System an deem Sënn ze änneren, dass d'Vollék nom Ofdanke vum Grand-Duc säin Nofolger a fräie Wahle bestëmmt ? De System vun der Wahlmonarchie besteet z.B. mat gewëssen Aschränkungen am Vatikanstaat, wou den neie Poopst jeweils vun engem elitäre Krees gewielt gëtt. Dat ass zwar nach keng lupenreng Demokratie, awer et schéint mir méi gerecht an och méi efficace ze sinn, wéi de System vun der lerwmonarchie.</p>		<p>citoyens luxembourgeois et les pouvoirs politiques. Par ce raisonnement, on passe à coté des questions essentielles auxquelles la société du Grand-Duché du Luxembourg devra trouver des réponses à l'avenir. On passe à coté de l'opportunité de donner un cadre constitutionnel et démocratique pour affronter les défis futurs en préférant se focaliser sur des questions à motif politique. La Constitution actuelle permet une démocratisation plus profonde par la loi. Il n'est pas nécessaire de passer par un référendum pour avoir la légitimité du peuple. L'Etat luxembourgeois est un Etat démocratique (Article 1) et le législateur bénéficie de la légitimité de la Constitution pour engager de telles réformes. Plus important est que la Constitution actuelle ne garantit aucun cadre aux citoyens luxembourgeois et ne limite pas le pouvoir du législateur quant aux réponses qui pourront être</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>données aux défis futurs. Ce seront des questions essentielles pour l'avenir de la société luxembourgeoise qui vont apparaître au fur à mesure du temps et au moment quand il faudra prendre une décision, les pouvoirs politiques bénéficieront de toutes les libertés idéologiques pour décider sans être obligés de demander la légitimité du peuple. On peut citer à titre d'exemple les problématiques suivantes: Qu'en est-il de la situation environnementale et de la situation énergétique au Grand-Duché? Quelle sera la direction que la société luxembourgeoise voudra engager pour le futur? La Constitution est muette Qu'en est-il de la situation alimentaire? Quelle sécurité alimentaire est garantie au citoyen luxembourgeois? La Constitution est muette Qu'en est-il de la situation du marché des stupéfiants et des consommateurs? Un des défis majeurs de la communauté internationale</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>et le Grand-Duché du Luxembourg fait partie des pays qui préfère être aveugle et sourd en ne prenant aucune position face à cette problématique. On préfère laisser cette problématique au législateur qui agira toujours avec un motif politique face à cette problématique alors que c'est une question à caractère purement idéologique. (problème de santé ou problème de délinquance) Qu'en est-il du statut d'étranger au Grand-Duché du Luxembourg? A-t-il encore un réel sens à l'avenir avec le développement de l'Union européenne et de la mondialisation? Ne serait-ce pas plus humain de ne plus faire distinction de nationaux et étranger au regard de l'égalité devant la loi au lieu de leurs conférer au fur à mesure des droits civiques équivalent à ceux des nationaux? Pour finir, il est déplorable de constater que le peuple n'est aujourd'hui qu'un o</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p><u>Numéro 2</u></p> <p>A l'article 2, il y aurait lieu d'ajouter que le Luxembourg est un Etat laïque.</p>	<p><u>Numéro 2</u></p> <p>Ech fannen de Punkt 4 vum Artikel 4 en totalen Anachronismus. Wat soll déi Fixéierung an enger moderner Verfassung op eng Nationalhym déi aus enger ganz aner Zäit staamt ? Ech wëll an deem Kontext drop hiweisen, dass eng Stroph vun der "Heemecht" wéinst hirem Besuch op eng Gottheit net onëmstridden ass : "O Du do uewen, deem séng Hand Duerch d'Welt d'Natioune leet, Behitt du d'Lëtzebuerger Land Vum frieme Joch a Leed; Du hues ons all als Kanner schon De fräie Geescht jo ginn, Looss viru blénken d'Fräiheetssonn, Déi mir sou laang gesinn! Looss viru</p>		<p><u>Numéro 2</u></p> <p>Dans le projet de Nouvelle Constitution, le référendum n'est cité que pour la Chambre des Députés. Je pense qu'il faudrait également en faire une possibilité du Gouvernement par l'intermédiaire du Premier Ministre. De plus, l'article 76 du projet de Nouvelle Constitution est trop succinct ; il faudrait expliciter davantage les cas, les conditions et les effets d'un référendum.</p>	<p><u>Numéro 2</u></p> <p><b>Proposition :</b> Chapitre 3. J'estime que le principe monarchique, hérité du Moyen-âge, est dépassé et n'est pas compatible avec la démocratie, même si le pouvoir du monarque est fortement limité. Je propose donc d'annuler tout le chapitre 3, de définir l'Etat comme une République, de préciser la durée de mandat et les fonctions d'un/e Président/e de la République, qui devraient être très limitées, purement symboliques et dépourvues de tout pouvoir réel.</p>	<p><u>Numéro 2</u></p> <p>Vierwat können dei wahlen net iwert post goen, wei mier dat schon gemach hun.</p>	<p><u>Numéro 2</u></p> <p>1) Limiter le plafond maximale de la dette publique en pourcentage de PNB. Cet article existe dans la constitution de la République de Pologne et efficacement protege l'etat de surendettement.</p> <p>2) Egaliser la securite sociale de toutes les employes (meme droits et obligation pour les fonctionnaires et pour les employes prives.</p> <p>3) Imposer min de femmes et des employee prives sur les listes electorales pour le parlement afin de garantir une meilleur representation.</p> <p>4) Protection contre communitarisme de certianes groupes de residents etrangers, surtout s'il acquierent le droit de vote pur legislatives. Assurer la cohesion a longue terme.</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
	blénken d'Fräiheetssonn, Déi mir sou laang gesinn!" Leit déi sech net zu enger Relioun bekennen oder déi net un e Gott gleewen, kënne sech mat dëser Stroph schwéierlech identifizéieren. Wier et net besser, dee Punkt ganz einfach ze sträichen ?					
<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>Misst een net en Artikel an d'Verfassung setzen, deemno all kierchlech Akten, wéi Daaf, Kommioun, Firmung a kierchlech Trauung, keng "valeur juridique" hunn ? Dëst géif ménger Meenung no eng kloer Trennlinn zéien tëschent dem Staat an der Zivilgesellschaft engersäits, an de Culten anersäits. Wa</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>Den Art. 114 widdersprécht dem Art. 4, wann déi 4. Stroph vun der Hymn erhaale bleiwt.</p>				<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>Wa mir iwwert eis Grenzen kucken, da gesi mir, datt no enger Wahl ganz dacks bei der Analyse vum Resultat driwwer diskutéiert gëtt, ob d'Wahl nët doduerch verfälscht ginn ass, well ganz vill potentiell Wieler nët viele gaang sinn. Bis elo hu mir dës Diskussiounen nët brauchen ze féieren, well mir jo d'WAHLPFLICHT hunn. Wann nom Referendum eventuell d'WAHLRECHT fir déi Jugendlech vu 16 Joer un</p>	<p align="center"><b><u>Numéro 3</u></b></p> <p>Dir Damen an dir Hären, Gudde Moien,an engem Demokrateschem Land dierft gënn gezwongen ze wielen ze goen,also Wahlflicht ofschafen,en Conseil schaffe vir Riichter ze iwwerwaachen,Déiereschutz a Verfassung verankeren,eng Internetsäit vir Bierger maache wann en Referendum gemaacht gënnt dass Bierger festleeë wat eng Froe gestallt ginn (den hei Referendum ass Micky Maus),</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>mer wëssen dass d'Culture zum Deel hir eege Spillregelen hunn an de Leit eppes anescht priedege wéi dat wat an der Zivilgesellschaft Gesetz a Konsensus ass, wier d'ëst a méngen Aen eng wichteg Kloerstellung.</p>					<p>a fir eis auslännesch Matbierger agefouert gëtt, da kréie mir eng 2-Klasse Wielerschaft. Déi eng KËNNEN, déi aner MUSSE wíele goën. Déi nei Klass vu Wieler riskéiert, wéi bei eise Noperen, eis Nationalwahlen ze verfälschen. Wëlle mir dat wiirklech ???</p>	<p>Resumé:  1.Wahlpflicht ofschafen,  2.en Conseil schaffe vir Riichterem ze iwverwaachen,  3.Déiereschutz a Verfassung verankeren,  4,eng Internetsäit vir Bierger maache wann en Referendum gemacht gënn dass Bierger festleeë wat eng Froe gestallt ginn</p>
<p><b><u>Numéro 4</u></b>   <b>Proposition :</b>  La liberté du choix des valeurs implique la liberté du choix de l'éducation aux valeurs Le choix des valeurs de toute personne est un droit de l'homme et très privé. En même temps il implique des conséquences notables pour la société, vu que chacun contribue à la sphère publique en partant de ses</p>					<p><b><u>Numéro 4</u></b>   Wa mär schon un der Verfassung frëckelen, dann och w.e.gl. och um ganzen Programm. Wëll so'en : eis grouss Nöpechlänner hu keng Wahlpflicht méi, bretzen sech awer no all Wahl matt deenen ominösen Wahlbeteiligung-Prozenter. Ass do vläit ze färten daat de Prozentsatz fir d'Partei'en eröf geet ? D'&amp;Auml;ntwërt op di éischt Frö kéint jo do muenches opfänken,</p>	<p><b><u>Numéro 4</u></b>   An onsem demokratesche System gëtt et 3 Pouvoiren (Leg., Exec., Jud) a kee méi! Et sollt en zousätzlechen Artikel an d'Verfassung, den et ausdrécklech verbidd, e Gesetz ze stëmmen oder soss en Acte ze ënnerhuelen, den déi Pouvoiren direkt oder indirekt ënnerwandert oder a soss enger Form court-circuitéiert oder limitéiert. Sou wei z.B. dei geplangte Privatschiedsgerichter, déi am Kader vun den TTIP, CETA oder TTP-</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>propres valeurs. C'est pour cela que la société luxembourgeoise a intérêt à s'assurer de 2 faits :</p> <p>1. Que les valeurs privées ne soient pas contraires aux droits de l'homme et à la cohésion sociale.</p> <p>2. Que chaque citoyen ait la possibilité de réfléchir de façon constructive et critique sur ses propres convictions. Cela implique pour le système éducatif au Luxembourg :</p> <p>1. Assurer une panoplie de cours au sujet des convictions majoritaires (donc religieuses et philosophiques) tout en laissant aux élèves la liberté de choix du cours.</p> <p>2. Assurer des occasions de rencontre et d'échange entre les</p>					<p>wann dann endlech an der éducatioun ( Schoulen ) e Fach wéi z.B. Civique ging agefouert ginn awer bestëmmt nët op Käschten vun enger Turnstonn ? Ech weess daat ech niewent dem Sujet lei'en mee ging gär eng &amp;Auml;ntwert vun de Regierungsparteien kréien Merci am viraus</p>	<p>Geheimverhandlungen zu Bréissel virgesi sinn. Do soll eng Art Paralleljustiz geschaafe ginn, déi och nach vu nët staatleche Memberen, d.h. Privatarbitren komposéiert soll sinn an déi da kënnen decidéieren, dass e ganz Land weinst engem Gesetz waat seng Chamber gestëmmt huet kann zu Schuedensersatz verurteilt ginn, wann enger Multinationale dodurch evtl. futur Gewënner an Emsätz verluer kéinte goen. Daat bréngt mat sech, dass jo kee Gesetz mei ka gestëmmt ginn, ouni déi Lobby vun de multinationale Konzernner virdun em Erlabnis ze froen, also eng quasi Mise sous Tutelle vun onsem Parlament. Da kann d'Demokratie och direkt oofgeschaaft ginn, well dann huet d'Parlament kee souveräne Pouvoir méi. En plus geif esou eng 2-Klassejustiz agefouert. Ons Rechtssystemer an der EU sinn amplemment suffisant ewéi se sinn fir e</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>élèves des différents cours avec pour but le respect mutuel et l'échange sur la forme de notre société commune.</p>						<p>kompetitiv, a sechert Geschäftsemfeld ze garantieren. Mir brauchen dofir keng esou eng demokratieënnerwanderend Schiedsrichter. Duerfir, fir d'Souveränitéit vun onse Parolmenter a fir d'integritéit vun onsem demokratesche System selwer ze schützen, mussen esou privat Schiedgeriichter explizit an der Verfassung verbuede ginn, soss ass dei ganz Verfassung net mei glaubwürdeg well de Pouvoir durch esou Schiedgerichter de facto ob international Privathänn iwerdroe geif ginn.</p>
<p><b><u>Numéro 5</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Afin de garantir l'égalité des citoyens face au pouvoir politique et afin de garantir les mêmes droits à tous les résidents soumis aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu d'inclure dans la constitution</p>					<p><b><u>Numéro 5</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Ech sin fir Nationalwahlen. Am Moment hun mir Regionalwahlen. Et as emmer nemmen méglech Lait aus senger Region ze wihlen. zB Enger Persoun aus dem Osten as et net méglech een aus dem Zentrum ze wielen. Et miist mégelech</p>	<p><b><u>Numéro 5</u></b></p> <p>Règlementer la durée maximale des procédures juridiques en cas de litige ainsi que règlementer et plafonner les honoraires fantaisies des avocats et experts. Ceci pour éviter (comme c'est le cas aujourd'hui) que les intérêts du client/mandataire ne soient pas qu'un effet secondaire aux honoraires.</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>l'obligation du pouvoir politique de permettre l'organisation de cours de religion dans l'enseignement public. En effet l'abolition des cours de religion dans l'enseignement public luxembourgeois et l'introduction du seul cours aux valeurs " neutres " est une discrimination des enfants inscrits dans l'enseignement public luxembourgeois par rapport aux enfants fréquentant l'Ecole européenne. Les parents des élèves de l'Ecole européenne peuvent inscrire leurs enfants dans un cours de religion de leur choix. Si le nombre des inscriptions dépasse un certain seuil l'Ecole européenne doit</p>					<p>sin Lait aus dem ganzen Land ze wielen.</p>	<p>Les honoraires ne devraient pas couter plus cher que la réparation de la source du litige en soit. Le fait de rédiger un roman épistolaire entre avocats ne sert qu'à gonfler inutilement les honoraires et ne résout en rien le litige. Le sens du proverbe " le temps, c'est de l'argent " devient ici évident. Les intérêts du client ne sont qu'anecdotique ! Il serait donc juste de rendre la justice démocratique et populaire, et non capitaliste.</p>

<b>Cultes -Laïcité</b>	<b>Hymne</b>	<b>Ombudsman</b>	<b>Référendum</b>	<b>Monarchie / République</b>	<b>Elections</b>	<b>Divers</b>
<p>obligatoirement organiser les cours spécifiques. Nous avons donc la situation que dans deux types d'écoles financées avec les deniers publics les parents des élèves et les élèves mêmes de l'école européenne jouissent de plus de droits que les usagers des écoles luxembourgeoises.</p> <p>Pour information : Le droit pour chaque parent (dans les écoles européennes) de choisir entre le cours de morale non confessionnelle ou l'un des cours de religion s'inscrit dans le respect de l'article 14§3 (*) de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union Européenne. Si ce droit est valable pour les élèves des écoles européennes il est donc aussi valable pour les</p>						

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>autres enfants résidants fréquentant l'enseignement public national . La Constitution doit garantir à tous les résidents les mêmes droits. Il faut donc inscrire dans la nouvelle Constitution luxembourgeoise ce droit du libre choix et l'obligation des pouvoirs publics de veiller à la mise en place des dispositifs et des infrastructures permettant à tout résident d'accéder à l'instruction religieuse publique de son choix. D'où cette proposition d'ajout (sous point 4) <b>à l'article 33</b> du projet actuel pour la nouvelle constitution :</p> <p>Art. 33. (1) Toute personne a droit à l'éducation.</p>						

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>(2) L'Etat organise l'enseignement et en garantit l'accès. La durée de l'enseignement obligatoire est déterminée par la loi. L'enseignement public fondamental et secondaire est gratuit.</p> <p>(3) La liberté de l'enseignement s'exerce dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques. L'intervention de l'Etat dans l'enseignement privé est déterminée par la loi.</p> <p>(4) En vertu de la liberté de conscience, l'offre scolaire tient compte des convictions religieuses et éthiques des parents</p>						

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>et des élèves.</p> <p>(5) Toute personne est libre de faire ses études au Luxembourg ou à l'étranger, sous réserve des conditions légales et de la reconnaissance des diplômes selon les conditions déterminées par la loi. (*)</p> <p><b>Article 14:</b> Droit à l'éducation</p> <p>1. Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue.</p> <p>2. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire.</p> <p>3. La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des</p>						

<b>Cultes -Laïcité</b>	<b>Hymne</b>	<b>Ombudsman</b>	<b>Référendum</b>	<b>Monarchie / République</b>	<b>Elections</b>	<b>Divers</b>
<p>principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.</p>						

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p><b><u>Numéro 6</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  Il est notoire que le Luxembourg semble avoir du mal à séparer la religion, affaire hautement privée s'il en est, de l'Etat et des affaires publiques. Comme leur nom l'indique, les affaires publiques n'ont rien à faire avec les affaires privées. Les croyances doivent rester privatives et demeurer propres à la conscience de chacun, sans interférer dans la sphère publique. La nouvelle Constitution doit donc garantir de façon ferme, absolue et illimitée : - la liberté absolue de conscience, notamment en rapport avec les questions de religion, de</p>						<p><b><u>Numéro 6</u></b></p> <p>Rendre le lobbysme illégal.  Définition Larousse : Lobbysme : • Action menée par un groupe de pression en vue d'obtenir quelque chose. Groupe de pression : • Organe de défense d'intérêts ou de valeurs, qui essaie par divers moyens (campagnes, action directe, pressions, etc.) d'influencer la décision politique dans un sens qui lui soit favorable. • Structure dont se dote une communauté aux intérêts ou convictions semblables pour influencer les pouvoirs publics à son avantage, notamment par des campagnes d'opinion.  Définition Duden : Lobbyismus : • [ständiger] Versuch, Zustand der Beeinflussung von Abgeordneten durch Interessengruppen. • Synonyme zu Lobbyismus: •#61607; Beeinflussung, Manipulation Les politiciens sont élus par le peuple pour représenter le peuple. Il</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>métaphysique et de spiritualité ; - le libre exercice par chacun de sa religion ou des activités spirituelles ou métaphysiques, dans le seul respect de la loi et du droit de chacun et d'autrui de croire ou ne pas croire aux principes religieux, métaphysiques ou spirituels quelconques ; - l'accès de chacun à la fonction publique ou à toute installation publique ou semi-publique sans aucune considération de religion, de croyance, de couleur de peau ou d'appartenance ethnique ; - le droit à la laïcité dans l'espace public ou semi-public ; rappelons que la laïcité n'est pas l'absence de religion mais la neutralité vis-</p>						<p>n'est donc pas normal que des décisions soient prises à huis clos à l'insu du peuple. Les marchandages entre politiciens/parties politiques doivent être publics afin que chaque électeur sache quel représentant et avec quels arguments a voté pour ou contre l'une ou l'autre loi. &amp;Eacute;tant donné que ce sont principalement les grandes firmes (lobbyistes) qui peuvent investir d'énormes sommes pour " convaincre " les décideurs politiques à prendre des décisions qui conviennent aux lobbyistes, il est clair que la majorité des lois aillent en faveurs de ces firmes. Il serait donc dans l'intérêt de la population de rendre le lobbysme illégal. Il convient également d'interdire toute forme de service, prestation, cadeau, avantage, complaisance, considération, prédilection, préférence, privilège, aide, amitié, bienveillance, complaisance, crédit, appui, bienfait, don, dispense, gr&amp;acirc;ce, location ou</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>à-vis de toute religion ou croyance ; - le droit imprescriptible à la laïcité de façon forte, incontournable et indispensable dans toute la chaîne de l'éducation, du préscolaire à l'école et jusqu'à l'université, afin d'éviter la réalisation, la propagation ou la tentation de toute forme de prosélytisme en faveur ou en défaveur d'une ou plusieurs religions, quelles qu'elles fussent ; - ceci aurait naturellement pour corollaire la disparition des cours de religion à l'école, qui ne respectent aucunement la nécessaire neutralité religieuse et qui sont contraires à la liberté, pour chacun, de croire ou ne pas</p>						<p>toute autre forme de faveur à l'égard des politiciens de la part des lobbyistes ou d'une tiers personne. Ceci, que ce soit directement en faveur d'un politicien ou par l'intermédiaire d'une personne interposée, tel que membre de la famille, amis, assistants, association, organisation, fondation, etc. Pour éviter toute échappatoire ou de longs procès pour cause de divergence dans l'interprétation de cette règle, la loi doit être claire et précise, et prévoir une peine assez sévère (voir même emprisonnement) pour dissuader toute tentative de corruption passive ou active.</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>croire sans être soumis à la discrimination, au prosélytisme, à l'opprobre ou à l'ostracisation ; les cours pourraient être remplacés par des cours d'éducation civile, civique et populaire. Ces principes me semblent fondamentaux pour consolider et garantir l'unité de la nation, unité d'autant plus difficile à construire, et pourtant d'autant plus indispensable, dans un pays aussi diversifié que le Luxembourg, véritable mosaïque de peuples de tous continents et de toutes croyances religieuses ou spirituelles. Garantir, via la Constitution, le respect de la diversité me semble ainsi indispensable</p>						

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
<p>pour que la valeur de tolérance prenne toute sa place au sein de la société. L'Etat montrerait ainsi l'importance qu'il accorde au "vivre ensemble".            Mir wellen bleiwen wat mir sinn, "Nous voulons rester ce que nous sommes", cela n'est possible que si nous le faisons tous ensemble, et donc dans la tolérance des affaires religieuses de chacun. La tolérance implique la neutralité.</p>						
						<p><b><u>Numéro 7</u></b></p> <p>Et wier gut wan dei Réich eng zousetzlech stéier mussen bezuelen dat déi och an éiser sou genanenten kries eppes mat beidroen kennen an net geld an tesch</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						stiechen.
						<p><b><u>Numéro 8</u></b></p> <p>Den chèques-service fir Crèche an Maison Relais ofschaafen. Jiddfereen soll d'Betreiung vun sengen Kanner erëm selwer bezuelen.</p>
						<p><b><u>Numéro 9</u></b></p> <p>Es müsste mehr Fusionen zwischen den kleinen Gemeinden geben um gegen Vetternwirtschaft wie Korruption zu verringern. Die Gemeindeglieder müssten in Luxembourg verkleinert werden. Der Bürgermeister dürfte nicht so viel alleinige macht haben, es müsste mehr der Gemeinderat entscheiden, der Gemeinderat müsste grösser sein.</p>
						<p><b><u>Numéro 10</u></b></p> <p>Ech selwer sin adoptéiert gin a während et mech net stéiert, d'Erzeuger net ze kennen, sou stéiert et mech awer dass ech iwerhaupt keng Kenntniss hun iwert méiglech héréditaire</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>Erkrankungen oder medizinesch Condiounen. Sou gin zB banal an awer wichteg Froen wéi "gin et bei Ierch vill Fäll vun Kriibs an der Famill" emmer mat engem "boff!" a mat engem schlechten Gefill beäntwert. Genau esou wi eng schwanger Fra d'Recht huet sech hier Zukunft aanescht ze gestalten andeems sie hiert Kand zur Adoptioun frei gett, genau sou soll daat Kand d'Recht hun iwert eventuell héréditaire Condiounen informéiert kennen ze gin an esou eventuell préventiv agreifen ze kënnen.</p>
						<p><b><u>Numéro 11</u></b></p> <p>Den Artikel 2 vum Code Civil disposéiert: &lt;&lt; La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif &gt;&gt;. De Gesetzgeber ass awer net obligéiert, sech drun zehalen a kann an engem Gesetz expressis verbis dekretéieren, datt dëst Gesetz retroagéiert. Ech proposéieren, den Artikel 2</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>vum Code Civil tel quel an d'Verfassung ze schreiwen. Esou kritt dësen Text eng fundamental an imperatif Bedeutung, déi d'Legislative an hire Commanditaire, d' Exekutive, respektéiere mussen. D'Net-Retroaktivitéit als Verfassungsnorm ass eng Garantie géint d'politesch Willkür.</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p align="center"><b><u>Numéro 12</u></b></p> <p>De Staatsbudget soll esou ausgeschafft ginn, dass d'Depencen d'Recetten net iwwersteigen. Sollt an engem Joer am Resultat en Defizit entstoen, soll deen Defizit am Budget vum nächste Joer berucksichtigt ginn a fir dat Joer erëm en equilibréierte Budget geplangt ginn. Ofweichen däerf ee nëmmen am Fall vun engem Kriich oder enger Naturkatastrof wo Lëtzebuerg direkt involvéiert ass.</p>
						<p align="center"><b><u>Numéro 13</u></b></p> <p><b>Proposition :</b></p> <p>1) just 1 wahlbezirk, an sou engem klengen land sin 4 bezirker net demokratesch.</p> <p>2) e minister sollt qualifizeiert sin vir deen ministère wou en iwerhell, vir t éducation een deen erfahrungen am enseignement huet, vir t santé een mat erfahrung an d eem bereich asw</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>3) um kirchbiereg mën hëch bauen,et ass lächerlech dass do e puer gebeier stinn mat 20? étagen an appartementsgebeier do just 3 bis 5?.wann et soll e moderne mixte quartier sin dann soll och alles an t heicht gebaut gin,do sin esou vill arbeitsplätzen dass di leit di do schaffen och do wunnen ,t kanner an t schoul scheken akafen an erausgoe kennen,och do wär e fachmann vileicht net schlecht deen spillplätzen ,an genug grigfläachen mat aplanzt</p>
						<p><b><u>Numéro 14</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  A kengem Land kann en Huissier sech déi Freiheeten raushuelen wei hei zu Lëtzebuerg.Och wann én fir e Moment an eng kritesch Situatioun geréit wat demoment jo nëtt schwierig as fueren se monter virun hir Fraien ze verrechnen trotzdem én hinnen d'Situatioun erklart an a Kontakt bléiw. Mol nët en Service de</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>Surendettement kënnt un. Si bereicheren sech ganz einfach an ouni Limit un der Detresse vun de Léit a stiechen selwer Suen an lert mol irgentéen Créancier en Euro ze gesin kritt. En plus huelen se sougenannten "Fänger" mat op Vente forçéen dei fir Sie wertvoll Objéen zu engem Spottpreis erstéen. Et soll och wirklech opgepasst gin dat wertvoll Objéen mat engem gewëssenugepassten Basismontant ze verstéen sin etc.</p>
						<p style="text-align: center;"><b><u>Numéro 15</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  D'Carte d'identité vun de Kanner resp. Mannerjähreg missten hannen drun de Numm vum Papp an de Numm vun der Mamm hunn. Déi portugieseche carte d'identité huet daat schon laang. Haut an enger Sociéitéit, wou léider vill Scheedungen ginn, a Kanner mat engem Eltrendeel an d'Vakanz ginn, Familles recomposées ginn, fannen ech als Mamm wichteg, dass</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						d'Eltren op der carte d'identité vun de Kanner kloer identifizéiert ginn.
						<p style="text-align: center;"><b><u>Numéro 16</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  Il y a sensiblement 2 ans, au sein de ALOS-LDH, un groupe de volontaires s'est penché sur le projet d'antan de réforme de la constitution. A l'issu de ses réflexions quelques idées maîtresses continuent à être importante pour le développement et la cohésion de la société luxembourgeoise de demain. Ainsi, une première suggestion va dans le sens d'établir dans la future constitution une référence claire aux Droits humains et leurs principes sous-jacents. Même si de Luxembourg a ratifié la plupart des traités internationaux, certains restent en attente. Les droits (civils, politiques, économiques et sociaux et culturels) et les libertés fondamentales devraient figurer explicitement dans la future constitution. Une</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>deuxième suggestion est de passer d'une citoyenneté basée sur la nationalité à une citoyenneté de résidence avec des droits et des devoirs égaux pour toutes et tous. Une intégration politique des résidents étrangers par la participation à tous les niveaux permettra de construire le socle démocratique nécessaire pour une société luxembourgeoise future.</p>
						<p><b><u>Numéro 17</u></b></p> <p>Proposition :  Il semble anormal que les élus, notamment les députés qui votent les lois, puissent décider par eux-mêmes de ce qui les concerne directement. Pourquoi les députés peuvent-ils décider de leurs propres droits, devoirs, règlements, charges et autres matières les concernant de façon plus ou moins directe ? Ils sont ainsi à la fois juges et parties, ce qu'il est nécessaire d'éviter autant que faire se peut.</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>Notamment, les députés et bourgmestres ne devraient pas avoir le droit de décider de leurs rémunérations, conditions de défraiement, congés, conditions d'éligibilité, conditions et limites applicables aux campagnes électorales, etc. Afin de garantir que ces matières soient réglementées de façon indépendante, je propose que la prochaine Constitution prévoie la création de comités de citoyens non élus et non candidats ; bien au contraire, les citoyens seraient choisis au hasard au sein de la population électorale générale jamais élue et non candidate à une élection. Afin de donner une grande pluralité de composition à ces comités, je propose que soient admis toute personne ayant le droit de voter ou d'être élu, quelle que soit l'élection, nationale (députés), locale (communales) ou transnationale (européennes). Je propose</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>que soient exclus des comités citoyens les personnes ayant déjà été élues ou candidates lors d'une élection passée, présente ou future (prochaine). Cela aurait pour conséquence d'impliquer plus activement les citoyens dans la vie publique, tout en augmentant leur conscience civique.</p>
						<p><b><u>Numéro 18</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  Actuellement, la Constitution et les lois garantissent le respect de l'individu sans distinction de sexe, de couleur de peau, d'ethnie, d'orientation sexuelle ou de religion. Ainsi les lois protègent ou doivent protéger les individus, les groupes d'individus ou les organisations contre toutes les formes de discrimination fondées sur le sexe, l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle ou la religion. Mais rien ne protège les individus, les groupes ou les organisations quand il s'agit de handicap</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>ou de maladie, visible ou invisible. Je propose donc que la nouvelle Constitution garantisse à tout individu, groupe ou organisation l'absence de discrimination et la protection contre toute forme de discrimination relative à un handicap ou une maladie, visible ou invisible. Notamment, l'accès aux emplois (publics ou privés), à l'assurance, au logement, à l'éducation, à la justice, aux assurances (sociales, vie ou autres risques) ou au crédit (liste non limitative) doit être égal pour toutes et tous, sans condition liée à un handicap ou à une maladie, visible ou invisible. Cette protection devrait, à mon sens, inclure une obligation de faciliter l'accès pour tous les individus à tous les établissements publics ou recevant du public, fussent-ils privés. Parmi les handicaps peuvent se trouver la mobilité réduite, de façon évidente, mais aussi la surdité, la cécité ou une vue très altérée (dont le</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>daltonisme fait partie). Cela implique que la Constitution et les lois doivent garantir que toute signalisation et toute documentation soient également accessibles en gros caractères (vue altérée), sans couleurs extravagantes ou trop proches (daltonisme ou achromatisme), voire de façon sonore quand cela représente une alternative utile ou possible. Je propose également que les questionnaires médicaux ou apparentés soient réservés au strict minimum, et qu'aucun renseignement médical relatif à une maladie ou un handicap ne puisse être utilisé en dehors des cas extrêmement rares où la sécurité ou l'intérêt général seraient gravement menacés ou impossibles à maintenir. Ainsi, il est logique qu'un pompier actif ou un charpentier ne puisse exercer son métier s'il est paraplégique ; en revanche, la Constitution et les lois doivent garantir qu'un éventuel cancer passé ne</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>soit nullement un empêchement d'exercer un métier, une activité ou un loisir. A titre personnel et comme, je le suppose, d'autres personnes parmi es 2,5% de la population qui en souffrent, je souhaite également que la loi ou la Constitution reconnaissent le daltonisme et l'achromatisme comme des handicaps ou des pathologies handicapantes. A mon sens, il est juste que la nation considère chacun de ses membres de façon égale, sans considération de handicap ou de santé. Il est donc temps que la Constitution en prenne acte.</p>
						<p><b><u>Numéro 19</u></b></p> <p><b>Proposition :</b> Actuellement, l'accès aux assurances sociales, et notamment à la Sécurité Sociale, est réservé aux personnes actives et à leurs ayant-droits. La santé devrait être un droit, car ce n'est pas un choix. On ne choisit pas les maladies, pathologies ou accidents</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>dont on souffre ou dont on est victime. C'est en ce sens que la solidarité nationale doit s'exprimer, de tous vers chacun et inversement. Il semble anormal que certaines personnes soient exclues de toute protection sociale, ayant perdu, faute d'emploi, de ressources ou d'information, le droit de se faire soigner. Comment la société, la nation, peut-elle laisser sur le bord de la route certaines personnes, celles-là même qui sont les plus fragiles et qui ont le plus besoin de la solidarité de la Nation. Selon le bon principe qui veut que les ressources publiques soient collectées et utilisées "de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins", il faut que la Constitution garantisse pour tout un chacun un accès à la santé, sans aucune condition d'emploi, d'activité ou de revenu. Les moyens financiers, les ressources, sont inégalement répartis, alors que le besoin de santé est universel. Autant il est</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>logique que l'accès à la pension soit, à quelques réserves près, proportionnel aux cotisations versées, autant l'accès à la santé devrait être universel, de façon absolue. S'il est nécessaire que les personnes actives (travailleurs et chômeurs) cotisent afin d'alimenter la protection sociale, en revanche cela ne devrait pas leur en donner l'exclusivité d'accès. Nulle personne ne devrait se voir refuser un soin, pour quelque raison que ce fût. C'est pourquoi je propose que la Constitution nouvelle garantisse un accès aux institutions de santé pour toutes et tous, sans AUCUNE condition autre que nécessaire, par exemple de résidence ou de cotisation. Une personne résidente mais ne cotisant pas, ou cotisant mais ne résidant pas, ne devrait pas être exclue de la protection sociale et devrait avoir le droit de prendre soin de sa santé. Un chômeur non indemnisé ne devrait pas</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>avoir besoin de faire une demande spécifique et volontaire pour avoir le droit de se faire soigner. Un étudiant étranger, un réfugié, un veuf ou un orphelin ne devraient jamais se retrouver exclus de la protection de leur santé. Le licenciement pour cause de longue maladie ou de maladies répétées ne devrait pas conduire à priver de tout emploi et de toute ressource les personnes qui en sont victimes, qui subissent leur maladie. De façon générale, un accident ou une maladie ne devraient jamais faire basculer une personne dans la précarité ou la pauvreté. Car c'est précisément quand les ressources financières viennent à manquer que l'individu faible a le plus besoin de la solidarité nationale pour se soigner. Dans le cas contraire (on le constate déjà), de nombreuses personnes ne se soignent pas et aggravent leur maladie, voire la disséminent dans le cas de</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>pathologies contagieuses. Sans compter que l'évitement ou l'absence de soins peut se répercuter à d'autres niveaux, et créer des handicaps ou des exclusions que l'Etat devra ensuite prendre en charge, parfois de façon fort onéreuse. Et c'est là où l'intérêt général rejoint l'intérêt de tous. Bref, le droit aux soins de santé devrait être intégré à la Constitution afin de le rendre incontournable et opposable, de façon que les aléas de santé, forcément involontaires par nature, soient inscrits comme un droit fondamental de tout un chacun, non réservé à ceux qui peuvent y cotiser.</p>
						<p><b><u>Numéro 20</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>            Au vu du rôle crucial à jouer par la science dans la société de la connaissance de demain, et au vu de l'absence de toute tradition universitaire au Luxembourg, je propose d'insérer dans le texte de la</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>nouvelle Constitution luxembourgeoise <b>un nouvel article ("33bis")</b> abordant spécifiquement les enjeux de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur. L'un des fondements de tout régime juridique libéral de l'université est, en effet, le principe de la liberté de la recherche scientifique. Or celui-ci n'est pas, pour l'instant, consacré dans la proposition 6030. La même remarque vaut pour l'autonomie de l'Université du Luxembourg. "</p> <p><b>Art. 33bis " (1)</b> La liberté de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur est garantie. La science est responsable à l'égard de la société et des générations futures. Elle a droit au soutien financier de l'Etat.</p> <p>(2) L'Université du Luxembourg jouit de l'autonomie dans les conditions fixées par la loi.</p> <p>(3) L'accès aux études supérieures est ouvert à</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>tous en fonction du mérite. La loi peut prévoir l'instauration de numerus clausus. Elle organise un système d'aides financières pour les étudiants.</p> <p>(4) Toute personne est libre de faire ses études supérieures au Luxembourg ou à l'étranger, sous réserve des conditions d'accès à certaines professions réglementées et des règles de reconnaissance des diplômes. Pour des explications supplémentaires, voir le document joint. Luc Heuschling Docteur en droit (Sorbonne) Professeur de droit constitutionnel Université du Luxembourg</p>
						<p><b><u>Numéro 21</u></b></p> <p><b>Proposition :</b>  Ech proposieren den Art.6 vunn der déclaration universelle des droits de l'home vun 1789 eranzehuelen. Dat mecht der Hyperinfaltion vun den Gesetzter en enn. Dat Prinzip "Que nul est censée</p>

Cultes -Laïcité	Hymne	Ombudsman	Référendum	Monarchie / République	Elections	Divers
						<p>d'ignorer" as bei der quantiteit vun Gestzer beim beschten wellen neit mei meigelech, et huet keen zeit se ze liesen, geschweige dann ze verstohen. Dat gellt och fir et députeiert, an den ganzen Staatsapararat. Et geif Gesetz, an den respekt vum Gesetz an engem Satz formuleierren, den fir jidereen verständlech an einfach ze respektieren. Et geif och verheneren dass den Staat sech an Sachen anmescht, dei en weiklech neischt unginn. Et emreisst Freiheit klor an daitlech, an all esou manch zemlech skurill (op Letzebuergesch fängt dat Wuert mat Id un, mais dat s wuel hai net erlabt) Gestzer missten sech dem enerueden art. IV La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être</p>

<b>Cultes -Laïcité</b>	<b>Hymne</b>	<b>Ombudsman</b>	<b>Référendum</b>	<b>Monarchie / République</b>	<b>Elections</b>	<b>Divers</b>
						déterminées que par la loi.